
ÉLABORATION DU PLAN DE GESTION DES SEDIMENTS DE DRAGAGE DE L'ESTUAIRE DE LA GIRONDE

RAPPORT D'ETAPE 1 : ETAT DES LIEUX

FICHE THEMATIQUE N°3 : DRAGAGE DES PETITS PORTS DE L'ESTUAIRE

RAPPORT RM1-E1-3

ARTELIA Eau & Environnement
Branche MARITIME

6 rue de Lorraine
38130 - Echirolles
Tel. : +33 (0) 4 76 33 40 00
Fax : +33 (0) 4 76 33 43 33



Cette étude a bénéficié du soutien financier de :



N° 8 71 3583 - MISSION 1 : élaboration du plan de gestion des sédiments de l'estuaire de la Gironde Étape 1 – État des lieux Rapport RM1-E1-3					
Version	Description	Rédaction	Vérifié	Approuvé	Date
4	Intégration des remarques du SMIDDEST de février 2016				26/02/2016
3	Finalisation de la fiche / intégration enjeux.	AD / NP IDRA			15/12/2015
2	Intégration des remarques COTECH et experts (22/06/2015).	AD / NP IDRA			05/08/2015
1	Rapport provisoire	AD IDRA		TSD	02/06/2015

SOMMAIRE

1. PREAMBULE	3
2. INTRODUCTION / VUE GENERALE	4
3. NOTES METHODOLOGIQUES	5
3.1. PORTS CIBLES ET SOURCES D'INFORMATION	5
3.2. DESCRIPTEURS UTILISES	6
4. DESCRIPTION DES PETITS PORTS	8
5. ANALYSE ET SYNTHESE	20
5.1. FILIERES D'ELIMINATION DES SEDIMENTS DRAGUES	20
5.2. VOLUMES DE SEDIMENT REJETES	22
5.3. PERIODES DE REJET	23
5.4. SYNTHESE DE LA QUALITE DES SEDIMENTS DRAGUES ET REJETES	24
6. LIMITES DE DONNEES – ENJEUX DE GESTION – INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES	31
6.1. LIMITES DES DONNEES	31
6.2. PRINCIPAUX ENJEUX RELEVES	31
6.3. INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES / RECOMMANDATIONS	34
7. CONCLUSIONS	36
ANNEXE 1 - CONTACTS	
ANNEXE 2 – ARRETES PREFECTORAUX	
ANNEXE 3 – GRILLE DE LECTURE INDICATIVE DE LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE SUR SEDIMENT	
ANNEXE 4 – SYNTHESE DE LA QUALITE DES SEDIMENTS DISPONIBLE POUR LES PETITS PORTS DE L'ESTAIRES	
ANNEXE 5 – CIRCULAIRE DRAGAGE DE JUIN 2000	

TABLEAUX

Tableau 1 – Découpage des fiches par petits ports de l'estuaire.....	8
Tableau 2 – Répartition des ports selon les méthodes d'extraction et de rejet	22
Tableau 3 – Synthèse de volumes selon les modalités de gestion : rotodévasage ou rejet dans la masse d'eau	22
Tableau 4 – Synthèse des prescriptions réglementaires relatives aux dragages des ports de l'estuaire	23
Tableau 5 – Synthèse de la qualité des sédiments (paramètres ETM) sur les ports du Verdon et de Royan	27
Tableau 6 – Synthèse de la qualité des sédiments (paramètre PCB) sur les ports du Verdon et de Royan	27
Tableau 7 – Synthèse de la qualité des sédiments (paramètre HAP) sur les ports du Verdon et de Royan	28
Tableau 8 – Synthèse des principales caractéristiques des petits ports dragués de l'estuaire	29

FIGURES

Cartographie des ports pris en compte dans la fiche	4
Grille de lecture de la rubrique 4.1.3.0 de la nomenclature Loi Eau relative aux dragages et rejets	7
Exemple d'outil de dragage hydraulique utilisé (ex : Avalis II - CG17)	20
Exemple de DAS et de Dragage à benne (La Maqueline) mis en œuvre par le GPM de Bordeaux.	21
Exemple d'outil de Rotodévasage utilisé (ex : Mer d'Antioche - CG17).....	21
Evolution des concentrations en Cadmium selon les ports dragués (valeurs moyennes entre 2003 – 2015) et les volumes moyens rejetés.	25
Evolution des concentrations en Mercure selon les ports dragués (valeurs moyennes entre 2003 – 2015) et les volumes moyens rejetés.	25
Evolution des concentrations en Cuivre selon les ports dragués (valeurs moyennes entre 2003 – 2015) et les volumes moyens rejetés.	26
Evolution des concentrations en contaminant des sédiments du port du Verdon (2011-2015) (année 2012 manquante).....	28

1. PREAMBULE

La bonne gestion des sédiments de dragage du chenal de navigation de l'estuaire de la Gironde est aujourd'hui reconnue comme un enjeu majeur pour le bon fonctionnement de l'écosystème estuarien. En mars 2015, le SMIDDEST a lancé l'élaboration du premier plan de gestion des sédiments de dragage de l'estuaire. Cette mission a été confiée à un groupement dont Artelia est mandataire.

La première phase de la mission consiste à effectuer un état des lieux, à partir des données collectées auprès des acteurs concernés et rencontrés.

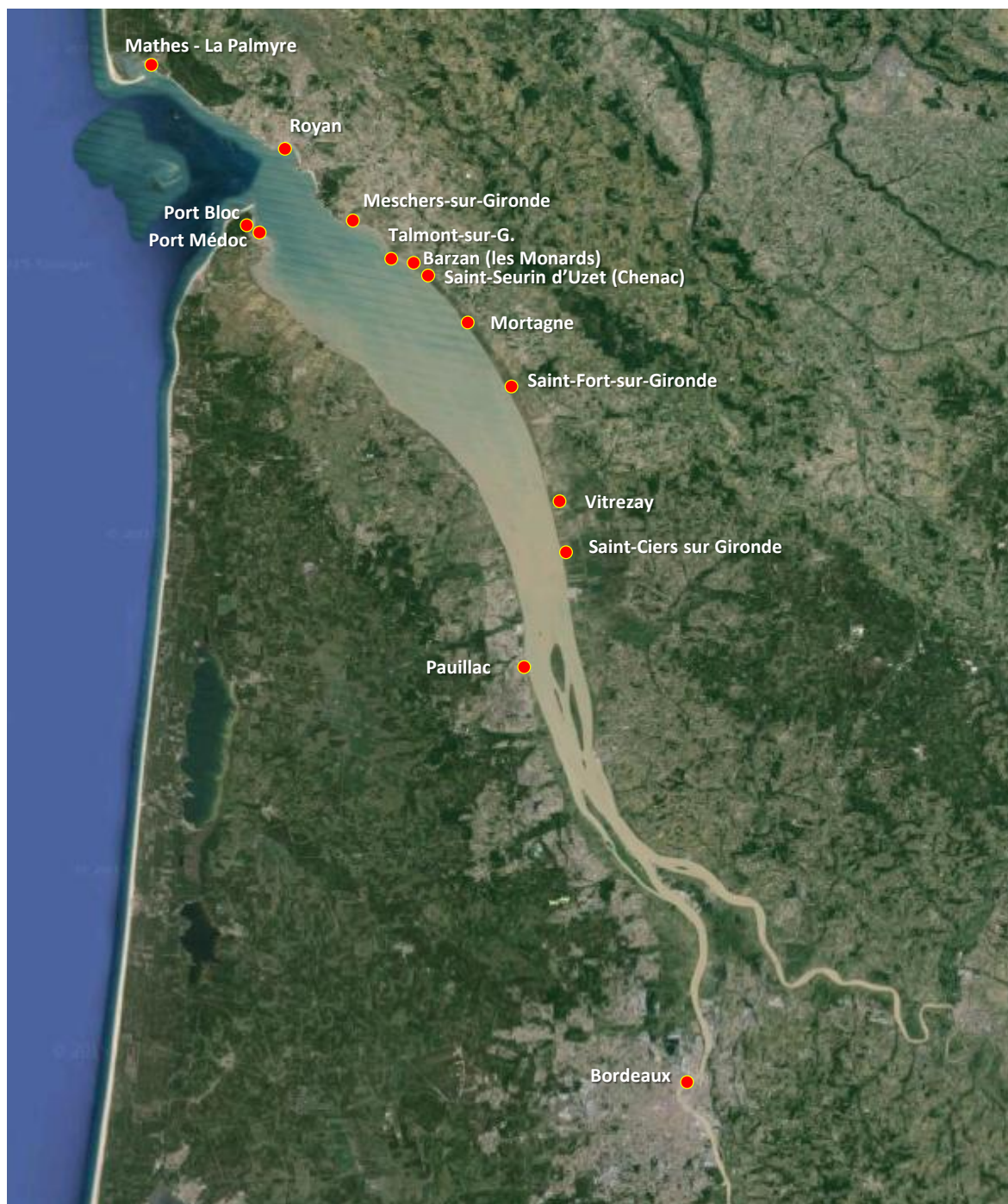
Cet état des lieux regroupe sept thématiques, qui sont les suivantes :

1. hydrosédimentaire, bouchon vaseux, oxygène dissous (ARTELIA) ;
2. navigabilité et maintien des accès nautiques (ARTELIA) ;
3. dragage des petits ports de l'estuaire (IDRA) ;
4. contamination : qualité des eaux, du sédiment, du biota (ADICT) ;
5. peuplements et habitats benthiques (ARTELIA) ;
6. peuplements de poissons et espèces (AQUA-LOGIQ) ;
7. usages (ARTELIA).

Chacune de ces thématiques fait l'objet d'une fiche de synthèse indépendante, de manière à bien identifier les différents enjeux. **La présente fiche est consacrée aux « dragages des petits ports de l'estuaire ».**

2. INTRODUCTION / VUE GENERALE

Le suivi de l'activité de dragage sur l'estuaire de la Gironde requiert une connaissance détaillée des volumes et des fréquences de dragage mis en œuvre de manière récurrente ou occasionnelle. Les caractéristiques des différents ports sont décrites dans la suite de la présente fiche et rendent compte à travers plusieurs descripteurs des opérations de dragage des ports fluviaux.



Cartographie des ports pris en compte dans la fiche

3. NOTES METHODOLOGIQUES

3.1. PORTS CIBLES ET SOURCES D'INFORMATION

Conformément à la demande du SMIDDEST, la présente fiche tient compte exclusivement des ports faisant état d'une Autorisation ou Déclaration de dragage au titre du Code de l'Environnement (L.214-1 à 6).

Certains ports ou bassins portuaires sont intégrés dans la présente fiche bien qu'ils représentent des volumes parfois conséquents et qu'ils ne répondent pas à la terminologie exacte de « petits ports de l'estuaire » : c'est le cas notamment des bassins à flot de Bordeaux et de Port Bloc.

NB : Suite à la réunion du 22 avril 2015, les éléments relatifs au port de Port-Bloc seront intégrés dans la fiche n°2 « navigabilité et maintien des accès nautiques ».

Les principales sources d'information collectées servant à établir la fiche sont basées sur :

- Des contacts téléphoniques et mails avec les gestionnaires portuaires ;
- Les Arrêtés Préfectoraux de dragage ;
- Les dossiers réglementaires de demande d'Autorisation ou Déclaration Loi Eau lorsqu'ils sont disponibles ;
- Les échanges avec les opérateurs de dragages, intervenants sur les sites.

Les contacts et ressources utilisées sont présentés en *Annexe 1*.

Les Arrêtés Préfectoraux de Déclaration et/ou d'Autorisation des opérations de dragage concernés par les différents ports sont les suivants :

- Arrêté Préfectoral n°07.0571 du 29/11/2007, pour le dragage d'entretien de Port Médoc (Arrêté d'Autorisation) ;
- Arrêté Préfectoral n°SEN/2013/06/07-66 du 12 juin 2013, modifiant l'Arrêté du 29 novembre 2007 portant autorisation de réaliser les travaux de dragage et de gestion des sédiments de Port Médoc (Arrêté d'Autorisation) ;
- Arrêté n°05.62 & 17-2014-00038-1 pour les opérations de dragage du Port de Royan (Arrêté de Déclaration) ;
- Récépissé de Déclaration n°17.05.225 & 17-2014-00080 pour le dragage du port de Mathes-La Palmyre ;
- Récépissé de Déclaration n°17.2010.00042 pour l'entretien des ports et chenaux par le SIVU : Talmont sur Gironde / Les Monards à Barzan / Saint-Seurin d'Uzet / Mortagne sur Gironde / Maubert à Saint-Fort sur Gironde / Mershers sur Gironde ;
- Récépissé de Déclaration n°SEN/2013/02/25/18 du 25 février 2013 relatif aux travaux de dragage dans le cadre de l'entretien du port de plaisance de Pauillac ;
- Arrêté Préfectoral n°05-0827 du 6 mars 2006, pour les dragages d'entretien du chenal et des ouvrages portuaires du Port Autonome de Bordeaux. Amélioration du chenal de navigation.

Les Arrêtés disponibles sont joints à la présente fiche (*Annexe 2*).

3.2. DESCRIPTEURS UTILISES

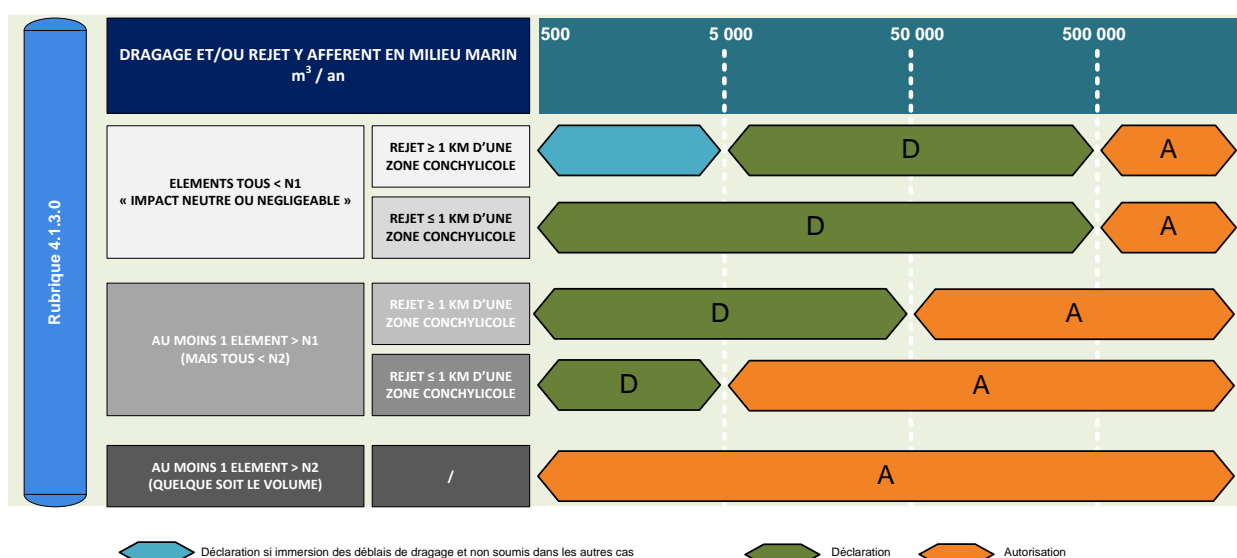
Descripteur	Détail
Limites géographiques du port	Indique la commune de rattachement et localise l'emprise des ports sur fond de carte SHOM et orthophotos
Dimension caractéristiques	Décrit dans leur dimension physique les zones portuaires concernées par les opérations de dragage (longueur / largeur / bassin portuaire, passe / chenal d'accès), ainsi que les tirants d'eau
Historique / statut	Point sur l'historique du port (création, travaux récents. Le statut renseigne sur la concession portuaire et/ou son mode de gestion actuel
Hydrodynamisme local	Synthèse les éléments connus en termes d'hydrodynamisme, pouvant expliquer les phénomènes de sédimentation constatés
Sédimentologie	Informations relatives à la cinétique d'accumulation des sédiments
Nature et qualité des sédiments à draguer	Présentation de la typologie granulométrique des sédiments faisant l'objet des dragages ; Présentation synthétique de la qualité des sédiments au regard des référentiels connus : <ul style="list-style-type: none"> - Qualité chimique : référentiel réglementaire Loi Eau / seuils N1/N2 des Arrêtés du 9/08/2006 (ETM¹), 8/02/2013 (HAP) et 17/07/2014 (PCB, TBT) - Qualité bactériologique : il n'existe pas de référentiel réglementaire pour la contamination en germes fécaux sur sédiments. A défaut, une grille de lecture indicative et préconisée par la Cellule Qualité des Eaux Littorales de Charente Maritime et Ifremer existe (rappelée en <i>Annexe 3</i>). Les qualificatifs utilisés dans la fiche y font ici référence.
Programmation des dragages	Détail de l'historique connu des opérations de dragage : secteur concerné / année / volume
Volume et fréquence de dragage	En m3/an ou m3/2 ans
Techniques et engins utilisés	Type d'engin de dragage mis en oeuvre
Gestion des sédiments	Indique les filières de gestion et leur localisation connue
Cycle de dragage	Indique les prescriptions, si elles existent, de modalités de rejet (flot / jusan, saison, horaire, localisation dans la colonne d'eau...) Indique aussi la durée moyenne des dragages lorsqu'elle est connue
Contraintes	Indique les éventuelles contraintes connues aux opérations de dragage
Suivis / Autorisation réglementaire	Indique la référence de l'autorisation des travaux, la durée de validité de l'autorisation, et le volume autorisé.

¹ ETM : Eléments Traces Métalliques

La présente Fiche se base sur les descripteurs suivants afin de caractériser les ports et les enjeux de dragage associés à l'échelle de l'estuaire de la Gironde :

Concernant les descripteurs ayant trait aux volumes dragués, le signe <xxx indique que le volume exact n'est pas identifié, et/ou qu'en l'absence de suivi bathymétrique régulier et systématique lors des opérations de dragage, ce volume ne peut être précisé.

Concernant les volumes maximum autorisés au titre des Arrêtés de Déclaration, à défaut de précision dans l'Arrêté, le volume maximum à considérer est celui rattaché la rubrique de la nomenclature Loi Eau (4.1.3.0 Dragage et/ou rejet y afférent en milieu marin).



Grille de lecture de la rubrique 4.1.3.0 de la nomenclature Loi Eau relative aux dragages et rejets

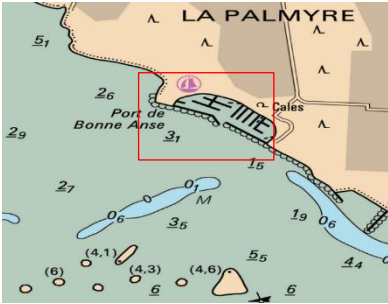

4. DESCRIPTION DES PETITS PORTS

Les ports analysés dans cette fiche thématique sont précisés dans le tableau ci-dessous.


Tableau 1 – Découpage des fiches par petits ports de l'estuaire


Port	N° fiche	Pk
Panache de la Gironde	1.0	>95
Les Mathes – La Palmyre	1.1	115
Royan	1.2	100
Estuaire aval	2.0	65 à 95 – Saint-Christoly à Pointe de Grave
Mescher-sur-Gironde	2.1	90
Talmont-sur-Gironde	2.2	87
Barzan	2.3	82
Saint-Seurin d'Uzet - Chenac	2.4	80
Mortagne-sur-Gironde	2.5	74
Saint-Fort-sur-Gironde (Port Maubert)	2.6	67
Port Médoc	2.7	93
Port Bloc	2.8	94
Estuaire central	3.0	23 à 65 – Bec d'Ambès à Saint-Christoly
Saint-Sorlin-de-Conac Port de Vitrezay	3.1	58
Saint-Ciers-sur-Gironde	3.2	52
Pauillac	3.3	44
Estuaire fluvial - Garonne	4.0	0 à 23 – Bordeaux à Bec d'Ambès
Bordeaux - Port de Plaisance Bassins 1 & 2	4.1	0
Bordeaux - Ecluses & accès bassins	4.2	0


Les tableaux ci-après précisent les principales caractéristiques de ces ports au regard de la thématique dragage.



Fiche n°1.1	Les Mathes - la Palmyre (gestion communale)
Limites géographiques	<p>Bonne Anse – pk 115 Port de plaisance (300 unités), ostréicole et de pêche</p>  
Dimensions caractéristiques	<p>Longueur : 340 m & largeur : 90 m Bassin à marée. Tirant d'eau 1 à 1.5 m.</p>
Historique / statut	<p>Création en 1977. Port départemental concédé à la commune.</p>
Hydrodynamisme local	Port abri, hydrodynamique faible.
Sédimentologie	Apports réguliers depuis la baie de Bonne Anse.
Nature et qualité des sédiments à draguer	<p>Sablo-vaseux. Qualité <N1 (analyses disponibles 2003, Janvier 2010) Bactériologie médiocre à mauvaise.</p>
Programmation des dragages	<p>Dragage d'entretien annuel ou bisannuel : 2004 (< 10 000 m³) / 2005 (<10 000m³) 2007 (<10 000 m³) / 2008 (<10 000 m³) Cotes de dragage visées : entre -0.5mCM et +1mCM.</p>
Volume et fréquence de dragage	5000 à 10 000 m ³ maximum/an
Techniques et engins utilisés	<p>DAS² + Rotodévaseur (SIVU). La répartition des volumes n'est pas précisée par le gestionnaire.</p>


² DAS : Drague Aspiratrice Stationnaire

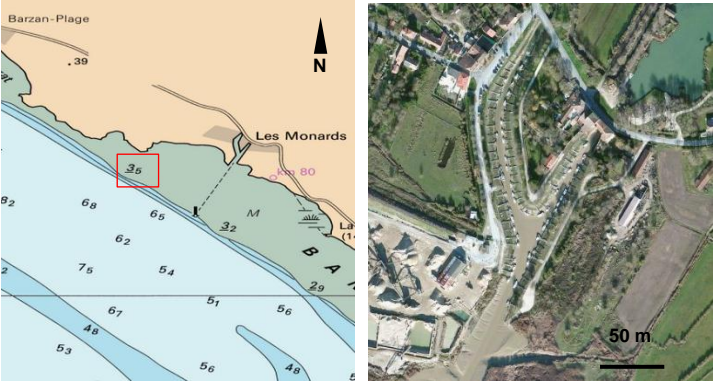
Gestion des sédiments	<p>Rejet dans le courant, dans le chenal de Bonne-Anse à une distance de 150 m du port. Coordonnées du point de rejet (Lambert 93) : X=373049 Y= 6518232</p> 
Cycle de dragage	<p>Dragage hors période estivale, préférentiellement à l'automne/hiver (15 oct. / 15 mars), par coef. de marée > 70 et de PM+1 à PM+5 Durée des travaux estimée à 2 mois.</p>
Contraintes	<p>Forte dynamique sableuse dans la baie, comblement récurrent du chenal d'accès.</p>
Suivis / Autorisation réglementaire	<p>Récépissé de Déclaration n°17.05.225 (2005) pour le dragage du port de Mathes-La Palmyre. Valable 5 ans, renouvelable. Autorisé pour 10 000 m3/an.</p> <p>Renouvellement de la Déclaration de dragage déposé en instruction fin 2014, valable sur 10 ans (Document d'incidence IDRA, 2014)</p>

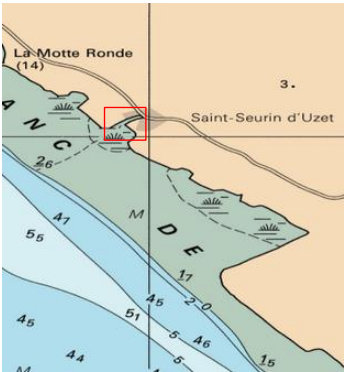

Fiche n°1.2	Royan (gestion communale)
Limites géographiques	<p>Royan. Pk 100 Port de plaisance (1050 anneaux) et de pêche</p> 
Dimensions caractéristiques	<p>Longueur : 500 m & largeur : 290 m TE = 2.5m (avant-port et bassins)</p>
Historique / statut	<p>Port départemental concédé à la ville de Royan. Gestion déléguée à une régie à personnalité morale et autonomie financière.</p>
Hydrodynamisme local	<p>Bassins portuaires relativement confinés</p>
Sédimentologie locale	<p>Apports fines panache estuaire Gironde (50 à 70 cm/an)</p>
Nature et qualité des sédiments à draguer	<p>Vase (>90%). Qualité <N1 (sauf Cuivre N1 en 2012) (analyses disponibles : 2009, 2010, 2011, 2012, 2013) Bactériologie mauvaise.</p>
Programmation des dragages /	<p>2009 (88 000 m3 - Port de plaisance) 2011 : 70 000 m3 - Vieux bassin port de plaisance + port de pêche 2013 (vol nd.) 2014 (72 000 m3 Port de plaisance) + Chenal d'accès aussi entretenu (30 000 m³ / 2 ans) 2015 : 119 000 m3. 2016 : prévisionnel à 75 000 m3.</p>
Volume et fréquence de dragage	<p>70 à 100 000 m3/an</p>
Techniques et engins utilisés	<p>DAS (Royannaise - Hydroland). Dragage anciennement en régie portuaire, mais marché de travaux externalisé depuis 2014.</p>
Gestion des sédiments	<p>Refoulement via émissaire dans la Gironde au point de rejet de coordonnées (Lambert 93) : X : 385838 Y : 6509904 face à la conche de Foncillon et à 200 m de la digue d'appontement du bac</p>


	 <p>Refoulement via émissaire de Royan</p> <p>45°36'59.2"N 1°01'58.7"W</p>
Cycle de dragage	Autorisée à l'année, sauf juillet / aout. Période hivernale priorisée.
Contraintes	Chenal d'accès au port aussi concerné par les apports de vase, occasionnant des problèmes de tirant d'eau (2.5m demandés)
Suivis / Autorisation réglementaire	<p>Déclaration pluriannuelle (n°05-62 DISE-DDE) délivrée 2005.</p> <p>Autorisé jusqu'en 2015 pour 140 000 m3/an.</p> <p>Renouvellement de Déclaration délivrée en 2014 (n° 17-2014-00038-1), valable 10 ans, même volume (document d'incidence IDRA, 2014)</p>

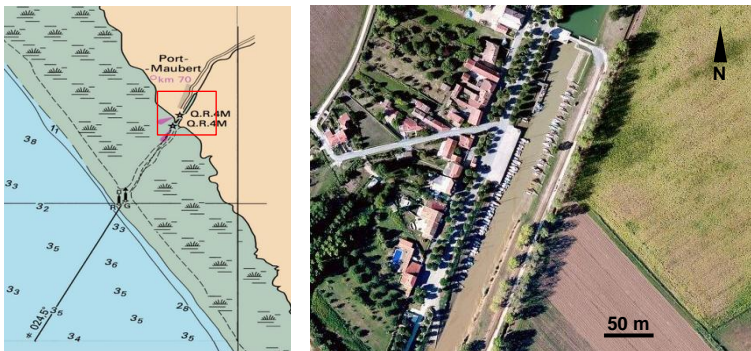
Fiche n°2.1	Meschers-sur-Gironde (gestion communale)
Limites géographiques	<p>Meschers-sur-Gironde. Pk 90 Plaisance (280 anneaux)</p>  
Dimensions caractéristiques	<p>Bassin à flot : longueur 120 m & largeur : 90 m Bassin à marée : longueur 95 & largeur 60 m</p>
Historique / statut	<p>Bassin d'échouage de 1985. Bassin à flot de 1990. Le Grand Port Maritime de Bordeaux, concessionnaire, a concédé la gestion du port à la commune de Meschers. Changement de concessionnaire prévu : transfert au CG17.</p>
Hydrodynamisme local	<p>Bassins portuaires très confinés : zone très propice à la décantation des fines.</p>
Sédimentologie locale	<p>Pas d'information détaillée en l'absence de bathymétrie. (estimation possible sur la base de récurrence des interventions : 25 à 30 cm/an).</p>
Nature et qualité des sédiments à draguer	<p>Vase (>97%). Qualité <N1 (analyses disponibles : 2005, 2009, et Mars 2014) Bactériologie très mauvaise qualité.</p>
Programmation des dragages /	<p>2009 (<5000 m3) / 2010 (<5000 m3) / 2011 (<5000 m3) / 2012 (<5000 m3) 2013 (<5000 m3) / 2014 (<5000 m3).</p>
Volume et fréquence de dragage	<p>3 à 5000 m3/an</p>
Techniques et engins utilisés	<p>Rotodévaseur exclusivement (SIVU) Dragage à la DAS réalisé jusqu'en 2000 environ.</p>
Gestion des sédiments	<p>Remise en suspension sur le bassin d'échouage.</p>
Cycle de dragage	<p>Autorisée à l'année, sauf juillet / août. Période hivernale priorisée. Pas de précision sur cycle de marée.</p>
Contraintes	<p>Accès via l'avant-chenal de 250 mètres sur 8m et peu profond (+0.5mCM)</p>
Suivis / Autorisation réglementaire	<p>Déclaration pluriannuelle (n°17-2010-00042) délivrée en Mai 2010 Valable jusqu'en 2020. Déclaration commune avec les autres petits ports entretenus par le SIVU. Absence de prescription sur les volumes maximum autorisés.</p>

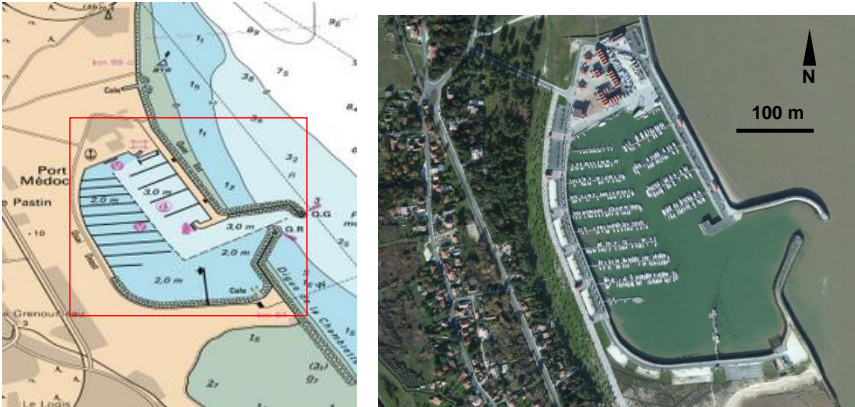
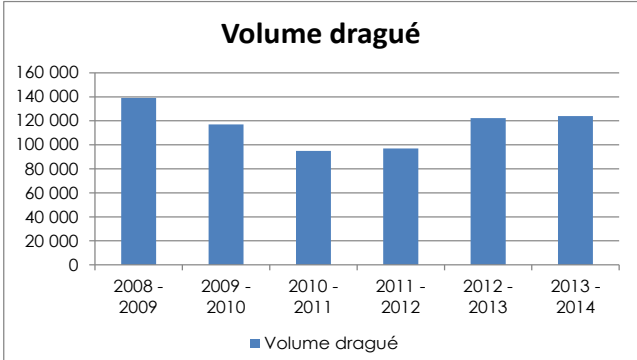
Fiche n°2.2	Talmont-sur-Gironde (gestion communale)
Limites géographiques	<p>Talmont-sur-Gironde Pk 87 Port de pêche (20 anneaux).</p> 
Dimensions caractéristiques	Chenal de 280 m de long et <15 m de large Port d'échouage
Historique / statut	Petit port historique. Le Grand Port Maritime de Bordeaux, concessionnaire, a concédé la gestion du port à la commune de Talmont. Changement de concessionnaire prévu avec transfert au CG17
Hydrodynamisme local	Port soumis aux seuls courants de marée
Sédimentologie locale	Pas d'information détaillée en l'absence de bathymétrie. (estimation possible sur la base de récurrence des interventions : 50 à 60 cm/an).
Nature et qualité des sédiments à draguer	Vase (>97%). Qualité <N1 sauf 2006 (Arsenic et Nickel en N1) (analyses disponibles : 2006, Janv. 2009, et Mars 2014) Bactériologie très mauvaise qualité.
Programmation des dragages /	2009 (<5000 m3) / 2010 (<5000 m3) / 2011 (<5000 m3) / 2012 (<5000 m3) 2013 (<5000 m3) / 2014 (<5000 m3).
Volume de dragage	2 à 3000 m3/an maximum. Secteur aval du chenal uniquement (190 m depuis le chenal de la Gironde)
Techniques et engins utilisés	Rotodévaseur exclusivement (SIVU)
Gestion des sédiments	Remise en suspension
Cycle de dragage	Autorisée à l'année, sauf juillet / aout. Période hivernale priorisée
Contraintes	Chenal d'accès directement dans la vasière, donc soumis à envasement récurrent.
Suivis / Autorisation réglementaire	Déclaration pluriannuelle (n°17-2010-00042) délivrée en Mai 2010 Valable jusqu'en 2020. Déclaration commune avec les autres petits ports entretenus par le SIVU. Absence de prescription sur les volumes maximum autorisés.


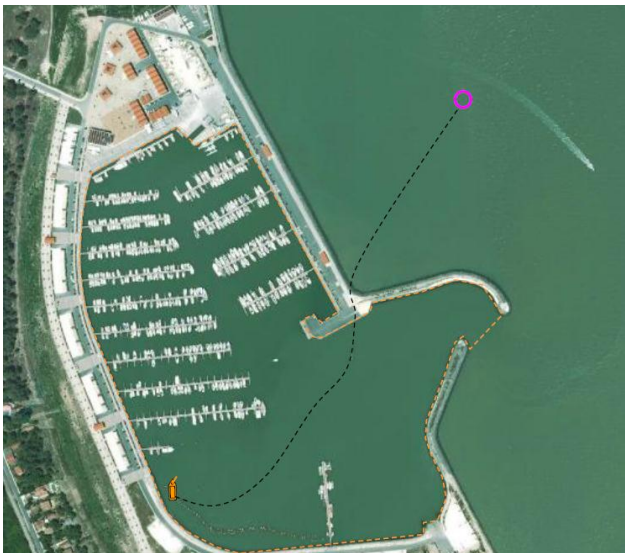
Fiche n°2.3	Barzan (gestion communale)
Limites géographiques	<p>Barzan – Port des Monards. Pk 82 Port de plaisance (80 anneaux).</p> 
Dimensions caractéristiques	2 chenaux de 200m environ Port d'échouage
Historique / statut	Le Grand Port Maritime de Bordeaux, concessionnaire, a concédé la gestion du port à la commune de Barzan. Changement de concessionnaire prévu avec transfert au CG17.
Hydrodynamisme local	Port soumis aux seuls courants de marée
Sédimentologie locale	Pas d'information détaillée en l'absence de bathymétrie. (estimation possible sur la base de récurrence des interventions : de 30 à 40 cm/an).
Nature et qualité des sédiments à draguer	<p>Vase (99%). Qualité <N1 (analyses disponibles : 2005, 2009, et Mars 2014) Bactériologie mauvaise qualité au regard des valeurs préconisées.</p>
Programmation des dragages /	2009 (<5000 m3) / 2010 (<5000 m3) / 2011 (<5000 m3) / 2012 (<5000 m3) 2013 (<5000 m3) / 2014 (<5000 m3).
Volume et fréquence de dragage	2 à 3000 m3/an maximum
Techniques et engins utilisés	Rotodévaseur exclusivement (SIVU)
Gestion des sédiments	Remise en suspension
Cycle de dragage	<p>Autorisée à l'année, sauf juillet / aout. Période hivernale priorisée. Intervention dans le cycle de marée autour de PM compte tenu de l'engin de dragage.</p>
Contraintes	Accès via l'avant-chenal peu profond
Suivis / Autorisation réglementaire	<p>Déclaration pluriannuelle (n°17-2010-00042) délivrée en Mai 2010 Valable jusqu'en 2020. Déclaration commune avec les autres petits ports entretenus par le SIVU. Absence de prescription sur les volumes maximum autorisés.</p>

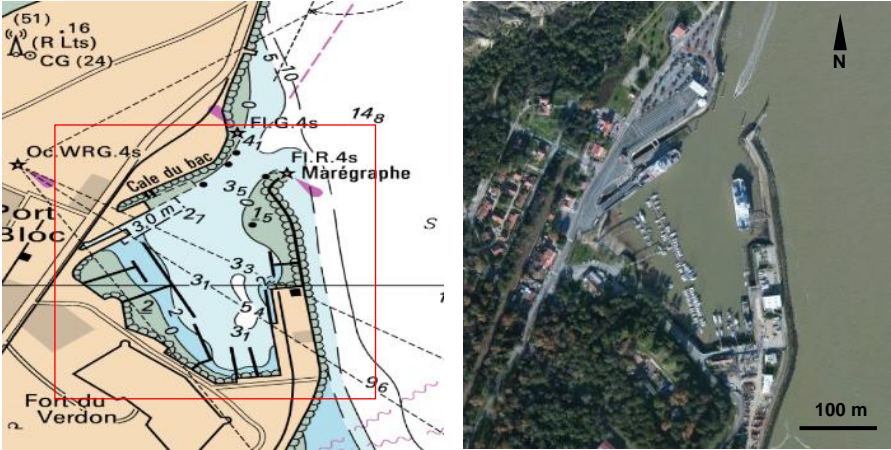
Fiche n°2.4	Saint-Seurin d'Uzet (gestion communale)
Limites géographiques	<p>Chenac - Saint-Seurin d'Uzet. Pk 80 Port de plaisance (60 anneaux).</p>  
Dimensions caractéristiques	Chenal de 200 m. Port d'échouage
Historique / statut	Le Grand Port Maritime de Bordeaux, concessionnaire, a concédé la gestion du port à la commune de Saint-Seurin. Changement de concessionnaire prévu avec transfert au CG17.
Hydrodynamisme local	Port soumis aux seuls courants de marée
Sédimentologie locale	Pas d'information détaillée en l'absence de bathymétrie. (estimation possible sur la base de récurrence des interventions : de 30 à 40 cm/an).
Nature et qualité des sédiments à draguer	<p>Vase (99%). Qualité <N1 (analyses disponibles : 2005, Janv. 2009, et Mars 2014) Bactériologie mauvaise qualité.</p>
Programmation des dragages /	2009 (<5000 m3) / 2010 (<5000 m3) / 2011 (<5000 m3) / 2012 (<5000 m3) / 2013 (<5000 m3) / 2014 (<5000 m3).
Volume et fréquence de dragage	2 à 3000 m3/an maximum
Techniques et engins utilisés	Rotodévaseur exclusivement (SIVU)
Gestion des sédiments	Remise en suspension
Cycle de dragage	Autorisée à l'année, sauf juillet / août. Période hivernale priorisée
Contraintes	Aucune
Suivis / Autorisation réglementaire	<p>Déclaration pluriannuelle (n°17-2010-00042) délivrée en Mai 2010 Valable jusqu'en 2020. Déclaration commune avec les autres petits ports entretenus par le SIVU. Absence de prescription sur les volumes maximum autorisés.</p>

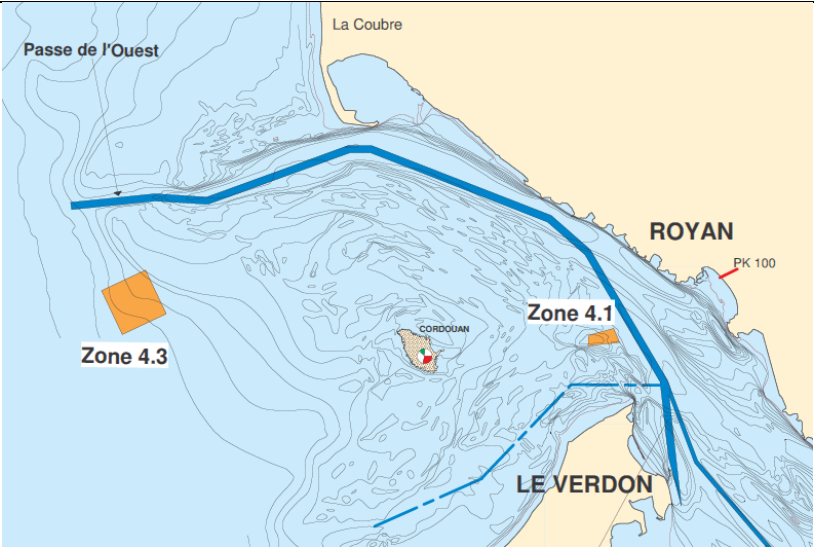
Fiche n°2.5	Mortagne-sur-Gironde (gestion communale)
Limites géographiques	<p>Mortagne. Pk 74 Port de plaisance (80 anneaux dans le chenal et 150 bassin à flot)</p> 
Dimensions caractéristiques	<p>Chenal de 250 m et Bassin à flot : longueur 200 m et largeur 70 m. Avant-port : 2.5 m TE. et Bassin 4m TE.</p>
Historique / statut	<p>Grand Port Maritime de Bordeaux concessionnaire a concédé la gestion du port à la commune de Mortagne. Changement de concessionnaire prévu avec transfert au CG17.</p>
Hydrodynamisme local	<p>Chenal soumis aux courants de marée. Bassin à flot.</p>
Sédimentologie locale	<p>Pas d'information détaillée en l'absence de bathymétrie. (estimation possible sur la base de récurrence des interventions : de 20 à 30 cm/an).</p>
Nature et qualité des sédiments à draguer	<p>Vase (99%). Qualité <N1 (analyses disponibles : 2005, Janv. 2009, et Mars 2014) Bactériologie très mauvaise qualité en 2009.</p>
Programmation des dragages /	<p>2009 (<5000 m3) / 2010 (<5000 m3) / 2011 (<5000 m3) / 2012 (<5000 m3) 2013 (<5000 m3) / 2014 (<5000 m3). Bassin à flot récent (jamais dragué).</p>
Volume et fréquence de dragage	<p>2 à 3000 m3/an</p>
Techniques et engins utilisés	<p>Rotodévaseur exclusivement (SIVU).</p>
Gestion des sédiments	<p>Remise en suspension</p>
Cycle de dragage	<p>Autorisée à l'année, sauf juillet / août. Période hivernale priorisée</p>
Contraintes	<p>Pas d'information connue</p>
Suivis / Autorisation réglementaire	<p>Déclaration pluriannuelle (n°17-2010-00042) délivrée en Mai 2010 Valable jusqu'en 2020. Déclaration commune avec les autres petits ports entretenus par le SIVU. Absence de prescription sur les volumes maximum autorisés.</p>

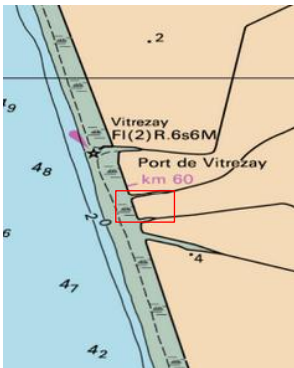

Fiche n°2.6	Saint-Fort-sur-Gironde (gestion communale)
Limites géographiques	<p>Port Maubert. Pk 67 Port de plaisance (75 anneaux) et de pêche</p>  <p>La carte bathymétrique à gauche montre le plan du port avec des profondeurs indiquées (3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 3.6, 3.8, 3.9) et une zone délimitée par une ligne rouge. La photo aérienne à droite montre le port avec ses 75 anneaux, les bâtiments adjacents, et une échelle de 50 m. Une flèche indique le Nord.</p>
Dimensions caractéristiques	Chenal d'échouage : longueur 220 m et largeur 37 m. TE 1 à 2 m.
Historique / statut	Grand Port Maritime de Bordeaux concessionnaire a concédé la gestion du port à la commune Saint Fort sur Gironde. Changement de concessionnaire prévu courant 2014 avec transfert au CG17.
Hydrodynamisme local	Embouchure du cours d'eau de Maubert, et chenal soumis aux courants de marée.
Sédimentologie locale	Pas d'information détaillée en l'absence de bathymétrie. (estimation possible sur la base de récurrence des interventions : de 20 à 30 cm/an).
Nature et qualité des sédiments à draguer	Vase (99%). Qualité <N1 sauf Chrome en 2009 (analyses disponibles : Janv. 2009, et Mars 2014) Bactériologie très mauvaise qualité en 2009.
Programmation des dragages /	<5000 m3/an sur les années 2009 / 2010 / 2011 / 2012 / 2013 / 2014.
Volume et fréquence de dragage	Estimé à 2 à 3000 m3/an
Techniques et engins utilisés	Rotodévaseur exclusivement (SIVU)
Gestion des sédiments	Remise en suspension
Cycle de dragage	Autorisée à l'année, sauf juillet / aout. Période hivernale priorisée
Contraintes	Pas d'information connue
Suivis / Autorisation réglementaire	Déclaration pluriannuelle (n°17-2010-00042) délivrée en Mai 2010 Valable jusqu'en 2020. Déclaration commune avec les autres petits ports entretenus par le SIVU. Absence de prescription sur les volumes maximum autorisés.


Fiche n°2.7	Le Verdon sur Mer - Port Médoc														
Limites géographiques	<p>Port Médoc. Pk 93 Port de plaisance. 800 anneaux.</p>  <p>La carte à gauche illustre le plan du port avec ses dimensions et ses profondeurs. La vue aérienne à droite montre le port de plaisance avec ses 800 anneaux, une échelle de 100 m et une flèche du Nord.</p>														
Dimensions caractéristiques	Port à marée. Longueur 570 m et largeur 295 m. TE. 2 à 7 m.														
Historique / statut	Créer en 2004. Port en délégation de gestion à la société Port Médoc SA, en DSP par la Communauté de Commune de la Pointe du Médoc.														
Hydrodynamisme local	Port abris, bassin en eau profonde.														
Sédimentologie locale	Contexte estuarien, turbidité naturelle moyenne à forte, faciès limono-argileux dominant. Sédimentation de l'ordre de 75 cm à 1 m/an. Absence d'évolution bathymétrique constatée au niveau de la zone de rejet.														
Nature et qualité des sédiments à draguer	Qualité <N1 (analyses disponibles : 2005, 2007, 2009, 2011, 2013 et 2014) Bactériologie : dégradation en <i>E. coli</i> (2009)														
Programmation des dragages /	<p>Volume dragué</p>  <p>Le graphique à barres illustre le volume dragué en mètres cubes par période annuelle. Les données sont les suivantes :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Période</th> <th>Volume dragué (m³)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2008 - 2009</td> <td>~140 000</td> </tr> <tr> <td>2009 - 2010</td> <td>~115 000</td> </tr> <tr> <td>2010 - 2011</td> <td>~95 000</td> </tr> <tr> <td>2011 - 2012</td> <td>~95 000</td> </tr> <tr> <td>2012 - 2013</td> <td>~120 000</td> </tr> <tr> <td>2013 - 2014</td> <td>~120 000</td> </tr> </tbody> </table>	Période	Volume dragué (m³)	2008 - 2009	~140 000	2009 - 2010	~115 000	2010 - 2011	~95 000	2011 - 2012	~95 000	2012 - 2013	~120 000	2013 - 2014	~120 000
Période	Volume dragué (m³)														
2008 - 2009	~140 000														
2009 - 2010	~115 000														
2010 - 2011	~95 000														
2011 - 2012	~95 000														
2012 - 2013	~120 000														
2013 - 2014	~120 000														
Volume et fréquence de dragage	Volume moyen : 115 000 m³/an														


Techniques et engins utilisés	<p>Dragage en régie.</p>  <p>Drague Aspiratrice Stationnaire type Hydroland « Laurade »</p>
Gestion des sédiments	<p>Rejet à la côte : exutoire à 350 m de l'entrée du port, en permanence entre - 4 et - 4,75 m CM - Coordonnées (Lambert 93) : X=382154 Y=6546289</p> 
Cycle de dragage	Entre le 1 ^{er} octobre et le 15 mai, dans le courant de jusant de PM à PM+5h30
Contraintes	Sédimentation très forte et récurrente dans le port.
Suivis / Autorisation réglementaire	<p>Arrêté Préfectoral d'Autorisation n°07.0571 du 29 Novembre 2007, Modifié en Juin 2013 (Arrêté Préfectoral SEN/2013/06/07-66)</p> <p>Valable 10 ans (jusqu'au 29/11/2017). Volume maximum annuel : 150 000 m3.</p>

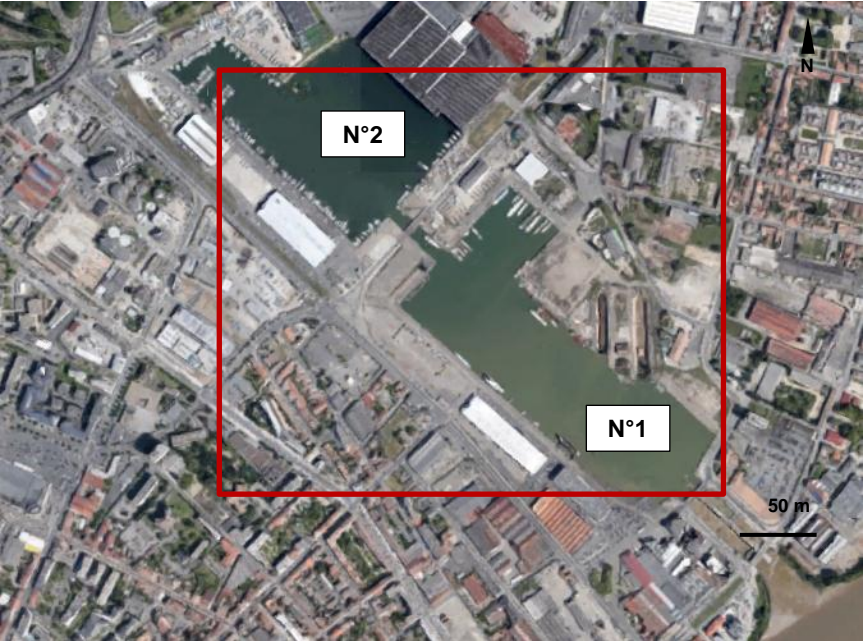
Fiche n°2.8	Port Bloc
<p>Limites géographiques</p>	<p>Port Bloc. Pk 95 Port de plaisance et transport de passagers.</p> 
Dimensions caractéristiques	Port à marée. Longueur 570 m et largeur 295 m.
Historique / statut	Relie par bac Le Verdon à Royan
Hydrodynamisme local	Port abris. Bassin en eau profonde.
Sédimentologie locale	Contexte estuarien, turbidité naturelle moyenne à forte, faciès limono-argileux dominant.
Nature et qualité des sédiments à draguer	Analyses début 2015 (rapport qualité des sédiments en cours de rédaction).
Programmation des dragages /	<p>Fréquence de dragage : tous les 4 ans pour les gros volumes : 50 000 m3. (13000 m3/an)</p> <p>Dernier dragage : Février 2015</p> <p>Dragages d'entretien 1 à 2 fois par an.</p> <p>Prochain dragage : hiver 2015-2016 ou 2016-2017</p>
Volume de dragage	50 000 m3. Plus entretien annuel, volume non communiqué.
Techniques et engins utilisés	<p>Drague hydraulique (DHAMRA, DEME dragage par injection d'eau), pour les gros volumes.</p> <p>Drague à benne (LA MAQUELINE, GPMB) pour les opérations ponctuelles.</p>
Gestion des - sédiments	Clapage sur les sites de rejets estuarien du GPMB.

	
Suivis / Autorisation réglementaire	Arrêté Préfectoral du GPM de Bordeaux (n°05-0827 du 06 mars 2006, valable 10 ans, prolongation de validité avant renouvellement en cours).

Fiche n°3.1	Saint-Sorlin-de-Conac (gestion communale)
Limites géographiques	<p>Port de Vitrezay. Pk 58 Port de plaisance (50 anneaux) et de pêche</p>  
Dimensions caractéristiques	Chenal d'échouage : longueur 300 m et largeur 20 m. TE ~1.5m
Historique / statut	Petit port à gestion communale
Hydrodynamisme local	Chenal soumis aux courants de marée.
Sédimentologie locale	Pas d'information détaillée en l'absence de bathymétrie. (estimation possible sur la base de récurrence des interventions : de 40 à 60 cm/an).
Nature et qualité des sédiments à draguer	Vase (93%). Qualité <N1 (analyses disponibles : Mars 2014) Bactériologie de mauvaise qualité (2015)
Programmation des dragages /	2009 (<5000 m3) / 2010 (<5000 m3) / 2011 (<5000 m3) / 2012 (<5000 m3) 2013 (<5000 m3) / 2014 (<5000 m3).
Volume et fréquence de dragage	Estimé à 2 à 3000 m3/an
Techniques et engins utilisés	Rotodévaseur exclusivement (SIVU).
Gestion des sédiments	Remise en suspension
Cycle de dragage	Autorisée à l'année, sauf Juillet / Aout. Période hivernale priorisée
Contraintes	Pas d'information connue
Suivis / Autorisation réglementaire	Déclaration pluriannuelle (n°17-2010-00042) délivrée en Mai 2010 Valable jusqu'en 2020. Déclaration commune avec les autres petits ports entretenus par le SIVU. Absence de prescription sur les volumes maximum autorisés.

Fiche n°3.2	Saint-Ciers-sur-Gironde
Limites géographiques	<p>Port des Callonges : port de pêche et de plaisance. Pk 52.</p> 
Dimensions caractéristiques	Chenal d'échouage : longueur 205 m et largeur 30 m.
Historique / statut	Dernière opération Avril 2015. Pas d'information antérieure.
Hydrodynamisme local	Chenal soumis aux courants de marée.
Sédimentologie locale	Pas d'information détaillée en l'absence de bathymétrie. (estimation possible sur la base de récurrence des interventions : de 20 à 30 cm/an).
Nature et qualité des sédiments à draguer	<p>Qualité <N1 (2014)</p> <p>Analyse Bactériologique mauvaise (2014) à très mauvaise (2015).</p>
Programmation des dragages /	Annuelle
Volume et fréquence de dragage	Évaluée entre 500 à 1000 m ³ / an
Techniques et engins utilisés	Remise en suspension (Rotovator)
Gestion des sédiments	Retour au transit estuarien.
Cycle de dragage	2 fois/an (Printemps / Automne)
Contraintes	Pas de bathymétrie disponible pour les suivis/calcul de volumes.
Suivis / Autorisation réglementaire	Pas d'Arrêté identifié, mais dragage effectif.

Fiche n°3.3	Pauillac-Lafayette (SAEM)
Limites géographiques	<p>Port de plaisance (150 anneaux). Pk 44</p> 
Dimensions caractéristiques	Longueur 230 m et largeur 125 m TE ~2 à 4m.
Historique / statut	<p>2014 : 29 720 m3 de sédiments dragués. Mai 2015 : opération de dragage spécifique pour la Solitaire du Figaro. <i>(Bilan de l'opération : volume non précisé à ce jour par le gestionnaire).</i> Port à gestion communale</p>
Hydrodynamisme local	Port à marée / Bassin à flot.
Sédimentologie locale	<p>Contexte estuarien, faciès argilo-limoneux. Cinétique d'accumulation mesurée au sein du port : 3 cm/ marée.</p>
Nature et qualité des sédiments à draguer	Vases fines. Analyses chimiques à chaque opérations sauf si analyses de moins de 5 ans. Rejet des sédiments <N1 uniquement.
Programmation des dragages /	Dragage permanent (hors 2 mois d'été), en régie du port
Volume et fréquence de dragage	29720 m3 en 2014. Environ 20 000 m3/an.
Techniques et engins utilisés	<p>Drague DAS : « La Pauillacaise » (type Hydroland TPS 200) (rendement moyen 40 m3/h de sédiment en place)</p>
Gestion des sédiments	Rejet directement à l'extérieur du port, le long de la jetée Est. Rejet recommandé en phase de marée descendante et par coef >75. Rejet lorsque la température est <23°C.
Cycle de dragage	Dragage effectué selon l'évolution du haut fond. 2 mois de pose annuelle, sinon dragage quasi continu sur l'année et jusqu'à 10h/jour.
Contraintes	Pas de contrainte spécifique au dragage, mais enjeux économique fort associé aux usages de plaisance (accueil régates). Amortissement du dragage et de la maintenance difficile, subvention communale.
Suivis / Autorisation réglementaire	<p>Autorisation pluriannuelle (10 ans) à draguer 50 000 m3/an au maximum. Arrêté Préfectoral du 25 février 2013 (ref. SEN/203/02/25/18). Rapport de dragage annuel produit au GPMB.</p>

Fiche n°4.1	Bassins à flot n°1 et 2 – Port de Bordeaux
Limites géographiques	
Dimensions caractéristiques	2 bassins à flot : Longueur totale 1.2 km et largeur 300 m
Historique / statut	Dernier dragage : hiver 2013-2014
Hydrodynamisme & sédimentologie locale	Bassin à flot. Contexte de zone confinée à sédimentation de fines.
Nature et qualité des sédiments à draguer	Qualité sédimentaire Bassin à flot (n°1) < N1 (2008). Données plus récentes de 2010 : granulométrie limoneuse. Prélèvement proche du chenal au droit de l'écluse. Données du suivi réglementaire GPMB (juin 2012).
Programmation des dragages /	Prochain dragage programmé : 2018 (volume encore non précisé).
Volume et fréquence de dragage	Janvier à Avril 2010 : 93 000 m ³ Dernière opération 2013-2014 : 145 205 m ³ (incluant la grande écluse) Tous les 4 ans + dragages ponctuels d'entretien. Besoins de 36 à 40 000 m ³ /an.
Techniques et engins utilisés	DAS exclusivement, rejet par conduite de refoulement.
Gestion des sédiments	Refoulement en Garonne sous la surface, au niveau de l'entrée des bassins à flot (PK 3,5 : point de rejet Lambert 93 : X : 419726 / Y : 6424178)
Cycle de dragage	Opération hors période Juin à Aout sur les 2 bassins, en fonction des débits et du bouchon vaseux.
Contraintes	Pas de contrainte majeure rencontrées, résultats de suivi du panache au point de rejet apparaissent concluants.
Suivis / Autorisation réglementaire	Arrêté Préfectoral du GPM de Bordeaux (n°05-0827 du 06 mars 2006, valable 10 ans, prolongation de validité avant renouvellement en cours).

19

5. ANALYSE ET SYNTHÈSE

5.1. FILIERES D'ELIMINATION DES SEDIMENTS DRAGUES

A l'échelle de l'ensemble des petits ports de l'estuaire de la Gironde, il n'est pas relevé de mode de gestion à terre des sédiments, la qualité de ces derniers permettant dans tous les cas un retour au milieu aquatique des matériaux extraits. Seules les modalités techniques d'extraction et de redistribution se distinguent donc.

Deux principales techniques de dragage sont utilisées pour ce qui concerne les petits ports :

- Les Dragues Aspiratrices Stationnaires (DAS) sont utilisées pour extraire les sédiments dès lors que les volumes dépassent 10 à 20 000m³ et que les tirants d'eau permettent l'accès à l'engin de dragage. Par cette méthode, les sédiments sont généralement rejetés directement à l'extérieur du port, tout au plus à quelques centaines de mètres, via une conduite de refoulement.



Exemple d'outil de dragage hydraulique utilisé (ex : Avalis II - CG17)

Pour les secteurs dont l'entretien est assuré par le GPM de Bordeaux (Port Bloc, Bassins à flot n° 1 & 2 et accès aux écluses des bassins à flot), et où les volumes à draguer sont plus conséquents, les engins mobilisés sont soit des DAS, soit des dragues à benne.





Exemple de DAS et de Dragage à benne (La Maqueline) mis en œuvre par le GPM de Bordeaux.

- Le Rotodévasage est quant à lui utilisé pour draguer des volumes plus faibles (<10 000m³), plus spécifiquement sur les ports et chenaux à marées. L'opération consiste en une **remise en suspension des sédiments lesquels repartent à l'estuaire de la Gironde**, en tirant partie des conditions hydrauliques locales, voire d'effet de chasse spécifiquement générés.



Exemple d'outil de Rotodévasage utilisé (ex : Mer d'Antioche - CG17)

Les filières de gestion mis en œuvre et la répartition des volumes par filière sont quantifiées dans les tableaux suivants :

Tableau 2 – Répartition des ports selon les méthodes d'extraction et de rejet

Nom	N° fiche	Pk
Filières		>95
DAS - Rejet à la Gironde ou à l'estuaire	1.2 - Les Mathes la Palmyre	115
	1.3 - Royan	100
	2.7 - Port Médoc	93
	2.8 - Port Bloc	95
	3.4 - Pauillac	44
	4.1 - Bassins à flots	0
Drague à benne - Rejet en zone de clapage autorisé	2.8 - Port Bloc	95
	4.2 - Accès et écluse bassins à flots	0
Rotodévasage / redistribution	2.1 à 2.6 - Ports en gestion SIVU	90 à 67
	3.2 - Saint-Ciers	52

5.2. VOLUMES DE SEDIMENT REJETES

La Tableau suivant présente la répartition des volumes dragués et rejetés selon les ports.

Tableau 3 – Synthèse de volumes selon les modalités de gestion : rotodévasage ou rejet dans la masse d'eau

Zone	Nom	Méthode de dragage/rejet	Volumes totaux (m3/an – estimation basse)	Volumes totaux (m3/an – estimation haute)
1	La Palmyre	Dragage hydraulique et mécanique	5 000	10 000
	Royan		70 000	100 000
2	Mescher sur Gironde	Rotodévasage	3 000	5 000
	Talmont-sur-Gironde		2 000	3 000
	Barzan		2 000	3 000
	Saint-Seurin d'Uzet		2 000	3 000
	Port Bloc	Dragage hydraulique et mécanique	13 000	50 000
	Le Verdon sur Mer		90 000	150 000
3	Mortagne-sur-Gironde	Rotodévasage	2 000	3 000
	Saint-Fort-sur-Gironde		2 000	3 000
	Saint-Sorlin-de-Conac		2 000	3 000
	Saint-Ciers-sur-Gironde		500	1 000
4	Pauillac-Lafayette	Dragage hydraulique et mécanique	20 000	50 000
5	Bassins à flot GPMB n°1 et 2		36 000	40 000
	Accès et écluse B. à Flot		0	12 000

Synthèse par filière				
	Rejet à la Gironde (incluant zones de clapage dans le panache de la Gironde)		234 000	400 000
	Rotodévasage / redistribution		15 500	24 000
	Somme		249 500	436 000

Bien que faisant l'objet d'Arrêtés préfectoraux, les dragages des petits ports de l'estuaire de la Gironde ne font pas tous l'objet de suivis équivalents ou comparables. Ainsi, en termes de volumes, toutes les opérations ne donnent pas lieu à des suivis bathymétriques **ce qui biaise en partie les estimations globale de volume** (cas des ports dragués par rotodévasage).

Tous les ports ne rejettent pas annuellement le volume maximal autorisé au titre de leur autorisation. Le tableau ci-dessus présente des estimations hautes (valeur de l'Arrêté Préfectoral) et basses (valeur minimale relevée), lesquelles indiquent qu'à l'échelle de l'estuaire, les dragages d'entretien récurrents atteignent en **moyenne annuelle autour de 345 000 m³**, soit entre 3 et 5 % du volume de dragage du chenal de navigation de la Gironde, considérant un volume moyen annuel de 8,7 Mm³ dragué.

Les besoins annuels en termes de dragage pour les petits ports s'échelonnent entre 250 000 à 450 000 m³.

5.3. PERIODES DE REJET

Le tableau suivant synthétise les prescriptions relevées pour les périodes de rejet des sédiments :

Tableau 4 – Synthèse des prescriptions réglementaires relatives aux dragages des ports de l'estuaire

Nom	Port	Prescription sur les périodes de rejet	
Filières		Saison	/ Marée ou autre paramètre
Rejet à la Gironde	1.2 - Les Mathes la Palmyre	Hors période estivale (juillet/septembre)	Coef >70 PM+1 à PM+5
	1.3 - Royan	Période hiver / automne favorisée	Pas de prescription spécifique
	2.7 - Port Médoc	Entre le 1 ^{er} octobre et le 15 mai	Au jusan : PM à PM+5h30
	3.3 - Pauillac	Rejet à l'année, hors période estivale	Si possible au jusan, et par coef >75. Température eau <23 °C.
	4.1 - Bassins Plaisance Bordeaux	Hors période estivale (juin/août)	
Rotodévasage / redistribution	2.1 à 2.6 - Ports en gestion SIVU 3.2 - Saint-Ciers	Autorisé toute l'année. Période hiver / automne favorisée	Pas de prescription spécifique

Globalement, il n'existe pas de règle généralisée à l'échelle de l'estuaire girondin pour ce qui concerne les prescriptions de rejet des sédiments : soit il n'y a pas de règle explicitement fixée, soit les fenêtres de rejet sont définies en termes de saison ou de marée, soit enfin ces deux principaux paramètres sont définis.

Le point commun relevé concerne l'évitement des rejets en période estivale ; néanmoins celle-ci est considérée de manière variable suivant les ports (de Juin ou Juillet à Aout voire Septembre).

5.4. SYNTHÈSE DE LA QUALITÉ DES SÉDIMENTS DRAGUES ET REJETES

Concernant la qualité physico-chimique des matériaux dragués, une synthèse des analyses collectées auprès des gestionnaires portuaires est présentée en *Annexe 4* au présent rapport. Le jeu de données s'étend de 2003 à 2015. Les **analyses disponibles apparaissent très peu nombreuses** et répondent *a minima* (voire moins) que les exigences de la Circulaire dragage n°2000-62 du 14 juin 2000 (*Annexe 5*) laquelle prévoit une récurrence des analyses tous les 3 ans au moins, « en l'absence de source appréciable de pollution ».

Cette fréquence faible dans l'acquisition des données (32 analyses sur 12 ans pour une douzaine de ports), alors même que les rejets sont quasi annuels pour une majorité des petits ports, **offre peu d'éléments d'appréciation sur les tendances d'évolution de la qualité des sédiments**. On notera cependant que l'effort de diagnostic sédimentaire s'accroît depuis 4 ans environ, sans qu'il soit encore exhaustif.

Globalement et sur la base des seules données disponibles, **peu de dégradation de la qualité chimique des sédiments est constatée** pour les petits ports de l'estuaire au regard du référentiel Loi Eau (seuils N1/N2 des Arrêtés du 9 août 2006, du 8 février 2013 et du 17 juillet 2014). Les seuls écarts constatés (dépassement de seuil N1) l'ont été de manière assez ponctuelle (Arsenic et Nickel pour Talmond en 2006 ; Chrome pour Saint-Fort en 2009 ; Cuivre pour Royan en 2012), **sans récurrence**, mais n'ont pas donné lieu à des diagnostics plus poussés, malgré le rejet des matériaux au milieu.

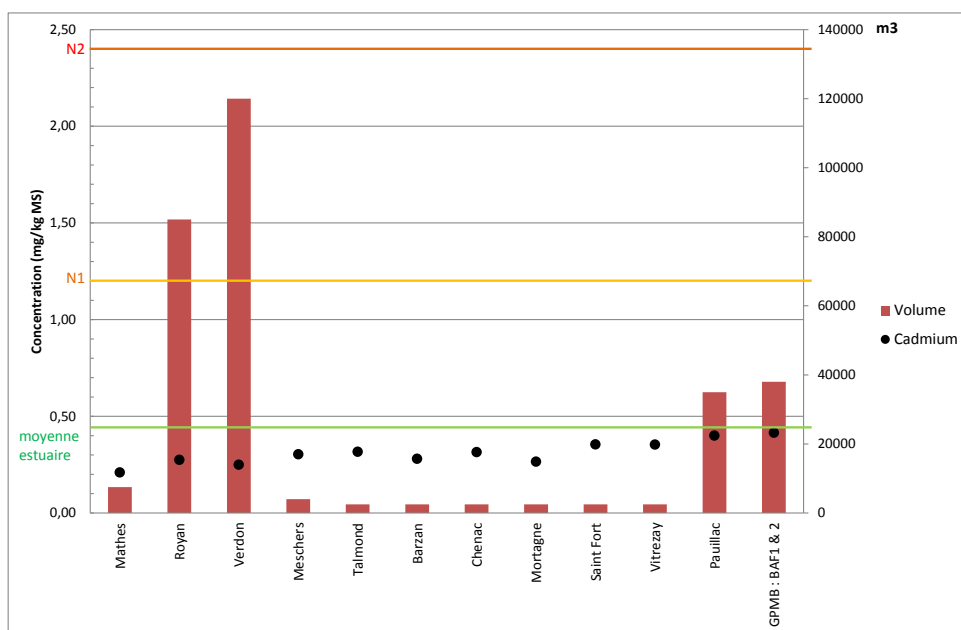
Remarque 1 : les suivis du paramètre Tributylétain (TBT), réglementé depuis 2009, n'ont débuté sur les petits ports qu'à compter de 2010, aucune donnée n'étant disponible au préalable.

Remarque 2 : Sur le pas de temps de suivi disponible (12 ans), les capacités analytiques des laboratoires ont évoluées et en particulier les Limites de Quantification (LQ) des contaminants. Ces dernières n'ont pas immédiatement suivi le niveau d'exigence de la réglementation notamment en 2014 pour les PCB (par ex. le seuil N1 du PCB congénère n°28 est passé à 5 µg/kg MS et la LQ laboratoire à 10 µg/kg), ne permettant pas systématiquement de trancher sur le niveau de dépassement (autre exemple : TBT en 2014 pour le port du Verdon)³.

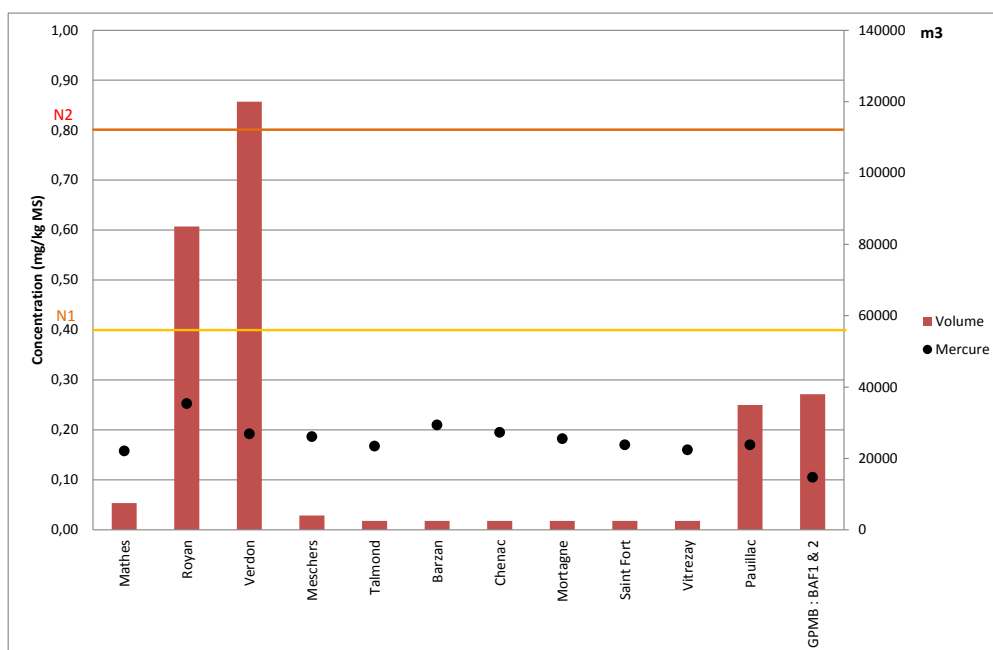
³ Dans le cas où la LQ > seuil réglementaire, mais aussi pour calculer des moyennes par famille de contaminants, la moitié de la valeur de la LQ peut être considérée.

De même, sur ce pas de temps d'analyse, il convient de ne considérer les dépassements de seuil réglementaire qu'à l'aune des valeurs réglementées de l'année d'échantillonnage et non rétrospectivement.

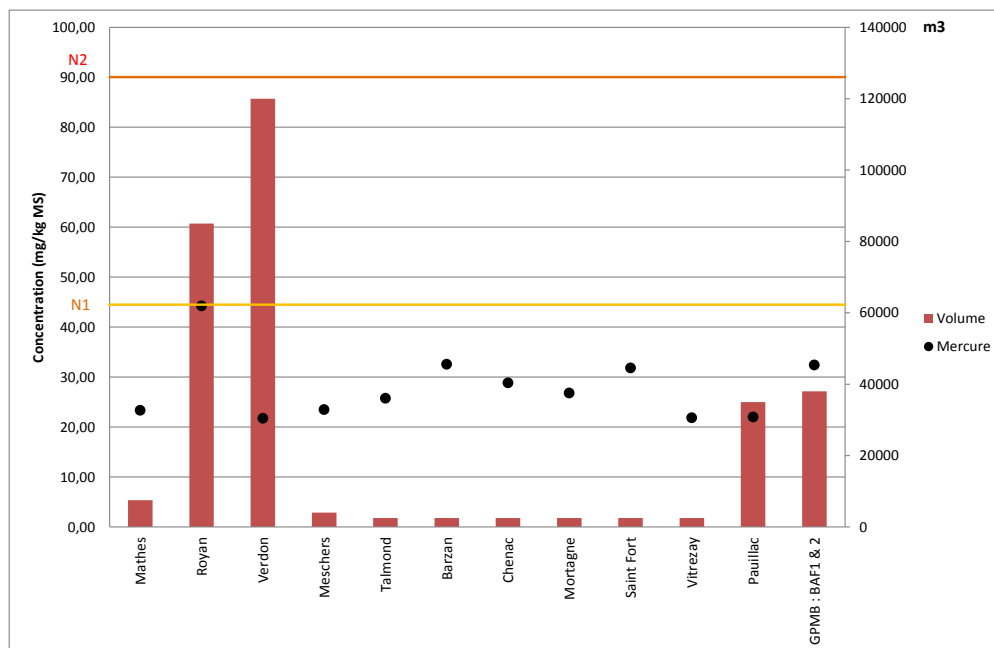
Les figures suivantes présentent les concentrations moyennes mesurées entre 2003 et 2015 sur les ports pour quelques paramètres, mises en perspective avec des volumes concernés par ces ports :



Evolution des concentrations en Cadmium selon les ports dragués (valeurs moyennes entre 2003 – 2015) et les volumes moyens rejetés.



Evolution des concentrations en Mercure selon les ports dragués (valeurs moyennes entre 2003 – 2015) et les volumes moyens rejetés.



Evolution des concentrations en Cuivre selon les ports dragués (valeurs moyennes entre 2003 – 2015) et les volumes moyens rejetés.

Remarque : la valeur moyenne mesurée en cuivre pour Royan (soit 44,23 mg/kg MS) est très proche du seuil N1, du fait d'un dépassement ponctuel relevé en 2012.

Dans le détail, si l'on s'intéresse plus spécifiquement **aux ports rejetant annuellement le plus de sédiment** dans l'estuaire, soit : Le Verdon (80 à 150 000 m3/an) et Royan (70 à 100 000 m3) pour le secteur aval de l'estuaire, les valeurs moyennes de qualité sédimentaire peuvent être calculées (Tableaux 5 à 7). On notera que le port de Pauillac, rejetant un volume de 20 à 50 000 m3, ne figure pas dans cette synthèse car nous ne disposons que d'une seule valeur historique (2012).

- Pour les **éléments traces métalliques**, les valeurs moyennes restent dans un ratio environ 2 fois inférieur au seuil N1, hormis les paramètres Arsenic sur ces 2 ports (Le Verdon et Royan) et le Chrome sur Royan où la moyenne mesurée atteint 80 à 90% des seuils N1.

Concernant le **Cadmium**, les moyennes calculées (0,25 mg/Kg MS sur le Port du Verdon et 0,27 mg/kg MS sur Royan) **restent en deçà de la valeur indicative estuarienne de 0,45 mg/kg MS**. A titre indicatif et par comparaison aux autres petits ports, ce paramètre se situe dans le même ordre de grandeur (0,31 mg/kg MS +/- 0,05).

Ainsi, pour ces 2 ports localisés au niveau du secteur halin plus propice à la désorption de ces contaminants (Cadmium, Cuivre), il n'est pas relevé de niveau de dégradation alarmant dans les sédiments rejetés.

- Pour la famille des **PolyChloroBiphényles** (7 PCB indicateurs), les concentrations mesurées restent bien inférieures aux seuils N1 définis par Géode.

- Concernant les **Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques** (16 HAP_{US-EPA}), les concentrations mesurées restent là aussi inférieures aux seuils N1 définis par Géode.
- Concernant le **Tributylétain** (TBT), seul le port du Verdon a fait l'objet d'analyses suivies entre 2011 et 2015. La moyenne relevée reste en deçà de la valeur seuil N1 (32 µg/Kg MS pour un seuil N1 à 100 µg/Kg MS).

Tableau 5 – Synthèse de la qualité des sédiments (paramètres ETM) sur les ports du Verdon et de Royan

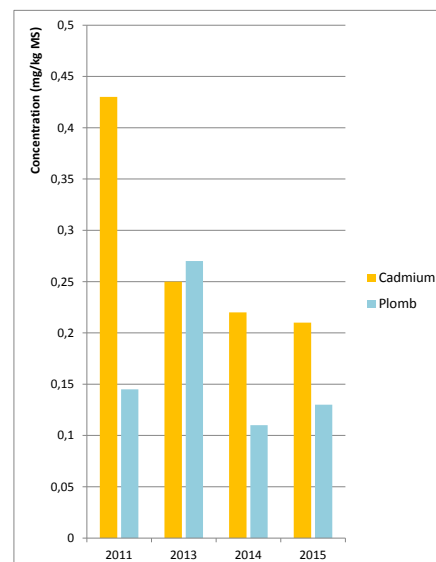
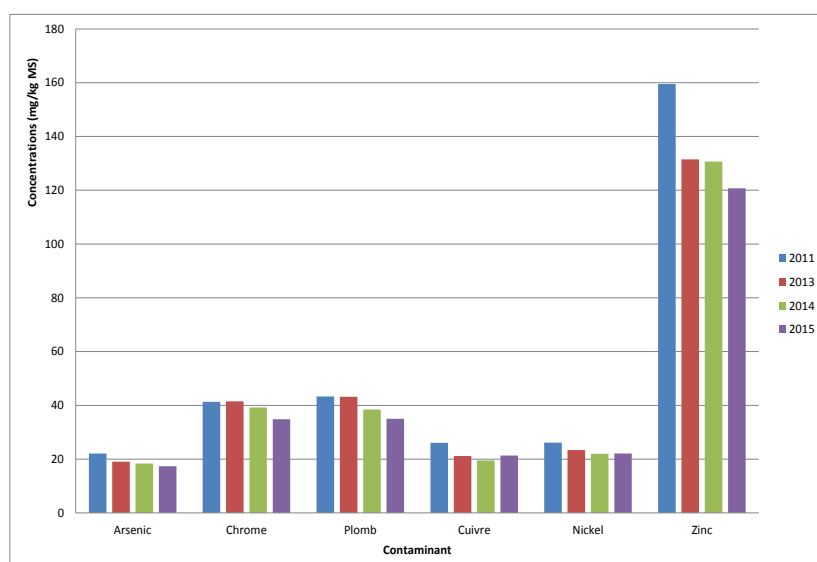
Année concernée		PORT MEDOC		ROYAN		Seuils d'immersion (arrêtés 09/08/2006, 08/02/2013 et 17/07/2014)	
Port concerné							
Date et situation géographique des prélèvements sédimentaires		Moyenne Port Médoc	Ecart- type	Moyenne Port Royan	Ecart- type	Niveau 1	Niveau 2
		(données 2011- 2015)		(données 2009- 2013)			
Micropolluants minéraux (métaux lourds)							
Arsenic	mg/kg sec	19,0	2,8	20,6	1,24	25	50
Cadmium	mg/kg sec	0,25	0,08	0,27	0,02	1,2	2,4
Chrome	mg/kg sec	38,8	6,5	81,6	5,86	90	180
Mercuré	mg/kg sec	0,19	0,08	0,25	0,06	0,4	0,8
Plomb	mg/kg sec	39,3	5,8	48,4	6,55	100	200
Cuivre	mg/kg sec	21,7	4,0	42,2	23,81	45	90
Nickel	mg/kg sec	23,1	3,1	32,9	3,09	37	74
Zinc	mg/kg sec	133,6	20,9	188,0	20,51	276	552

Tableau 6 – Synthèse de la qualité des sédiments (paramètre PCB) sur les ports du Verdon et de Royan

Année concernée		PORT MEDOC		ROYAN		Seuils d'immersion (arrêtés 09/08/2006, 08/02/2013 et 17/07/2014)	
Port concerné							
Date et situation géographique des prélèvements sédimentaires		Moyenne Port Médoc	Ecart- type	Moyenne Port Royan	Ecart- type	Niveau 1	Niveau 2
		(données 2011- 2015)		(données 2009- 2013)			
Micropolluants organiques							
Polychlorobiphényles							
. n°28	mg/kg sec	0,005	0,00286	0,002	0,00058	0,005	0,01
. n° 52	mg/kg sec	0,005	0,00306	0,002	0,00058	0,005	0,01
. n°101	mg/kg sec	0,005	0,00304	0,002	0,00058	0,01	0,02
. n°118	mg/kg sec	0,004	0,00375	0,002	0,00058	0,01	0,02
. n°138	mg/kg sec	0,004	0,00368	0,002	0,00058	0,02	0,04
. n°153	mg/kg sec	0,004	0,00361	0,002	0,00058	0,02	0,04
. n°180	mg/kg sec	0,004	0,00375	0,002	0,00058	0,01	0,02

Tableau 7 – Synthèse de la qualité des sédiments (paramètre HAP) sur les ports du Verdon et de Royan

Année concernée	PORT MEDOC		ROYAN		Seuils d'immersion (arrêtés 09/08/2006, 08/02/2013 et 17/07/2014)		
Port concerné							
Date et situation géographique des prélèvements sédimentaires	Moyenne Port Médoc	Ecart- type	Moyenne Port Royan	Ecart- type	Niveau 1	Niveau 2	
	(données 2011- 2015)	(données 2009- 2013)					
Micropolluants organiques							
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques							
. Acénaphthène	µg/kg sec	40,6	47,4	10,0	0,000	15	260
. Acénaphtylène	µg/kg sec	28,2	39,7	10,0	0,000	40	340
. Anthracène	µg/kg sec	21,4	21,4	10,0	0,000	85	590
. Benzo (A) Pyrène	µg/kg sec	41,6	13,7	46,0	29,9	430	1015
. Benzo (a) anthracène	µg/kg sec	36,0	16,6	52,0	14,5	260	930
. Benzo (B) Fluoranthène	µg/kg sec	62,4	20,4	71,7	34,5	400	900
. Benzo (g,h,i) pérylène	µg/kg sec	42,8	17,2	64,7	11,7	1700	5650
. Benzo (K) Fluoranthène	µg/kg sec	27,9	18,2	28,0	4,0	200	400
. Chrysène	µg/kg sec	34,5	16,2	45,7	8,4	380	1590
. Benzo (ah) anthracène	µg/kg sec	43,0	45,6	10,0	0,0	60	160
. Fluoranthène	µg/kg sec	58,9	18,6	61,0	29,5	600	2850
. Fluorène	µg/kg sec	41,3	46,8	10,0	0,0	20	280
. Indéno (1,2,3-CD) Pyrène	µg/kg sec	42,8	16,8	96,0	72,9	1700	5650
. Naphtalène	µg/kg sec	42,2	46,2	10,0	0,0	160	1130
. Phénanthrène	µg/kg sec	41,2	21,6	27,3	4,7	240	870
. Pyrène	µg/kg sec	53,2	14,8	67,3	12,4	500	1500

**Evolution des concentrations en contaminant des sédiments du port du Verdon (2011-2015) (année 2012 manquante).**

- Le seul suivi qualitatif chronologique qui apparait possible au vu du jeu de données concerne le port du Verdon où les diagnostics s'échelonnent entre 2011 et 2015 (année

2012 exclue). Les résultats font état d'une légère décroissance des contaminants dans les sédiments.

Pour le port de Pauillac, la qualité des sédiments (donnée uniquement sur 2012) apparaît comparable aux moyennes relevées sur les 2 autres ports du Verdon et de Royan, sans aucun dépassement de seuil réglementaire.

NOTA : il n'apparaît pas crédible d'extrapoler les concentrations relevées en contaminant à des flux dans le milieu sur la seule base du peu de données disponibles et compte tenu des incertitudes sur les mesures réalisées (modalités d'échantillonnage, période, localisation au sein des bassins portuaires...).

Tableau 8 – Synthèse des principales caractéristiques des petits ports dragués de l'estuaire

SECTION	ZONE DE DRAGAGE / PETIT PORT	PK	VOLUMES DRAGUES (m3) (MOYENNE ANNUELLE 2004-2015)	PERIODE D'INTERVENTION	SEDIMENT		
					NATURE	QUALITE	
						REMISE EN SUSPENSION	VALORISATION A TERRE
Zone 1 - Passe de l'ouest, passe d'entrée en Gironde pk>95 Polyhalin	La Palmyre	115	7 500	Période hivernale et automnale favorisée	Vases / sables	<N1-N2	Pas d'analyse réalisée
	Royan	100	85 000		Vases	Cu, 2012 >N1 *	
Zone 2 - Verdon : passe de la Chambrette. pk81-95 Polyhalin	Port Bloc	94	31 500	entre 1 ^{er} octobre et 15 mai	Vases	<N1-N2	
	Le Verdon sur Mer	93	120 000		Vases	<N1-N2	
	Mescher sur Gironde	90	4 000	Autorisé toute l'année. Période hiver / automne favorisée	Vases	<N1-N2	
	Talmont-sur-Gironde	87	2 500		Vases	AS, Ni 2006>N1 *	
	Barzan	82	2 500		Vases	<N1-N2	
	Saint-Seurin d'Uzet - Chenac	80	2 500		Vases	<N1-N2	
Zone 3 - Secteur « aval » entre Pauillac et Le Verdon. pk75-81 Polyhalin pk55-75 Mésohalin	Mortagne-sur-Gironde	74	2 500	Autorisé toute l'année. Période hiver / automne favorisée	Vases	<N1-N2	
	Saint-Fort-sur-Gironde	67	2 500		Vases	Cr, 2009>N1 *	
	Saint-Sorlin-de-Conac - Vitrezay	58	2 500		Vases	<N1-N2	
	Saint-Ciers-sur-Gironde	52	800		Vases	<N1-N2	
Zone 4 – Secteur « intermédiaire » entre le Bec d'Ambès et Pauillac. pk29-55 Mésohalin/oligohalin	Pauillac-Lafayette	44	35 000	Rejet à l'année, hors période estivale	Vases	<N1-N2	
Zone 5 - Secteur « amont » , de Bordeaux au Bec d'Ambès. Pk0-29 Oligohalin / dulcicole	Bassins à flot GPMB n°1 et 2	0	38 000	Hors période estivale (juin/août) et condition de milieu	Vases	<N1-N2	
	Accès et écluse B. à Flot	0	6 000		Vases	<N1-N2	

* Dépassement ponctuels

En définitive pour ces petits ports représentant les volumes de sédiments rejetés au milieu les plus conséquents, on notera une qualité chimique satisfaisante tant au regard des référentiels réglementaires qu'au regard de la littérature (Cadmium), qui ne remet pas en cause ces pratiques.

On notera qu'aucun des sédiments portuaires diagnostiqués n'a fait l'objet d'une gestion ultérieure à terre, aussi, le caractère de dangerosité ou non dangerosité (critère H14 écotoxique de l'Art. R.541-8 du CE.) n'a jamais été visé.

Les suivis du milieu sédimentaire (qualité chimique et compartiment biologique) **au niveau des points de rejet** restent très restreints, seul Port Médoc portant ce type de suivi conformément à son Arrêté Préfectoral.

Enfin, concernant le volet microbiologique, on relève de manière quasi générale une **dégradation associée au paramètre bactériologique (*E. coli*) dans les sédiments** au sein de ces petits ports, en tout cas côté versant Charentais. A noter que ceux-ci font actuellement l'objet d'études spécifiques visant à sourcer puis corriger l'origine de ces désordres, tant au niveau portuaire qu'au niveau des bassins versants amont.

6. LIMITES DE DONNEES – ENJEUX DE GESTION – INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES

6.1. LIMITES DES DONNEES

Le tableau ci-après précise les limites des données existantes sur la thématique des dragages des petits ports :

Thématique	Limites données
Qualité bactériologique des sédiments	Absence de réglementation sur matrice sédimentaire, mais grille de référence CQEL 17 et Ifremer. Cependant, une campagne d'analyses bactériologiques sur tous les ports en gestion du SIVU a été réalisée en avril 2015.
Qualité chimique des sédiments /	Données parcellaires : les diagnostics n'ont pas été établis systématiquement avant 2012-2013, ni renouvelés conformément aux prescriptions réglementaires. Hétérogénéité des diagnostics réalisés : méthodes d'échantillonnages non homogènes ou inconnues. Variabilité intrinsèque liée aux conditions d'analyse des laboratoires. A noter que le CG17 a relancé en 2014 une campagne complète (paramètres N1/N2) sur tous les petits ports en gestion communale (Mescher-sur-Gironde, Talmont-sur-Gironde, Barzan, Saint-Seurin, Mortagne, Saint-Fort, Vitrezay, Saint-Sorlin, Saint-Ciers). Il n'existe quasiment pas de diagnostic de suivi des milieux au droit des points de rejet.
Qualité biologique des milieux	Les suivis de la macrofaune benthique des milieux au droit des points de rejet sont très limités et quasi absents des prescriptions des Arrêtés Préfectoraux.
Volume / récurrence	Volumes souvent peu précis pour les petits ports associés à du rotodévasage car absence de levés bathymétriques systématiques. Estimation faite sur la base de la récurrence et des emprises portuaires : d'où choix de proposer une fourchette haute / fourchette basse.
Contexte hydrosédimentaire local	Très peu de renseignement sur les petits ports ou chenaux faisant l'objet de rotodévasage (études d'incidences / états initiaux restreints) : absence d'étude hydrosédimentaire, approche dragage assez empirique et non quantifiée sur ces petits ports.

6.2. PRINCIPAUX ENJEUX RELEVES

Il existe plusieurs niveaux d'enjeux dans l'analyse multicritère des conditions de mises en œuvre des dragages des ports selon l'interprétation technique, économique, environnementale ou sociale qui peut en être faite.

- Enjeux économiques :

Le retour des différents gestionnaires portuaires fait état de difficultés **portant principalement sur les coûts inhérents aux opérations d'entretien** (maintenance et fonctionnement). En effet, le poste dragage grève de manière parfois conséquente les budgets de fonctionnement portuaire tant la récurrence des interventions est importante (surtout pour Pauillac et Port Médoc et dans une moindre mesure Royan).

Le fonctionnement mis en oeuvre sur les petits ports dragués en rotodévasage apparaît moins contraignant du fait d'une part des volumes plus faibles, mais aussi **d'interventions mutualisées** (délégation au SIVU par exemple) permettant une meilleure maîtrise des coûts.

On constate à cet égard et à une échelle plus globale de l'estuaire que les modes de gestion des dragages d'entretien, soit en internalisation soit en externalisation, ont relevé de choix individuels **sans réflexion commune** tant sur le plan technique qu'économique, hormis pour les ports en gestion par le SIVU, qui y trouvent semble-t-il satisfaction.

Ce point pourrait donc constituer un enjeu de réflexion à échéance plus ou moins proche dès lors que le parc matériel n'est plus en état d'assurer ses fonctions. C'est d'ailleurs aujourd'hui le cas sur Royan, qui draguait jusqu'à présent en régie et dont le parc matériel (La Royannaise) devient vétuste. Ce port doit donc envisager soit une mise à jour de son parc, avec un enjeu d'investissement fort, soit envisager d'externaliser ces entretiens de dragage avec une moins bonne maîtrise de ses opérations.

A ce stade, il apparaît que la recherche de pratiques permettant, à termes, une optimisation des coûts et des conditions d'intervention, devra être abordée à travers le Plan de Gestion. On notera cependant que l'idée d'une mutualisation d'un engin de dragage de type DAS à l'échelle estuarienne pouvant intervenir sur plusieurs ports apparaît d'ores et déjà difficilement réalisable car la récurrence des interventions, sur des fenêtres de temps communes, oblige à une présence quasi continue sur chaque site (ex. Pauillac, Port Médoc).

Cette réflexion à échelle plus vaste pourra aussi se nourrir de l'évolution territoriale prochaine (modification possible du champ d'action des délégations d'entretien portuaire...).

- **Enjeux réglementaires et techniques :**

En termes **d'organisation et de planification des chantiers de dragage**, on relève qu'une forte disparité dans les conditions et périodes de rejet existe à l'échelle de l'estuaire girondin. Une démarche **d'harmonisation des opérations inter-opérateur en termes de période et de fenêtre de rejet** serait donc souhaitable à moyen/long termes, et ce d'autant plus que les prescriptions indiquées aux Arrêtés sont tantôt inscrites comme simples recommandations pour un opérateur et tantôt obligatoires pour un autre.

Néanmoins, une telle démarche, trouvant **appui dans l'analyse globale de l'étude d'impact des dragages et rejets dans l'estuaire**, ne peut remettre en cause les prescriptions des Arrêtés de dragage lorsqu'elles existent déjà, les différents opérateurs n'ayant pas l'objectif de modifier de suite leurs Arrêtés Préfectoraux. L'orientation vers une telle démarche d'harmonisation doit là encore pouvoir s'entendre sur le moyen-long terme.

Remarques sur d'autres pratiques envisageables et non observées : en termes d'approche technique des dragages, on relève que les pratiques d'extraction notamment au sein des petits ports n'incluent pas des modalités alternatives de curage par des outils de type **hermes** pourtant souvent plus neutres vis-à-vis de l'environnement et basées, non sur une redispersion dans la colonne d'eau, mais plutôt par redistribution des sédiments à même le fond (nivellement). Ces méthodes, mises en oeuvre historiquement sur d'autres ports (Bassin d'Arcachon, Dieppe, Caen-Ouistreham, Seine...) pourraient ici être testées.

De même, toutes les solutions existantes de redistribution des sédiments dans la colonne d'eau ne sont pas exposées ici bien que potentiellement applicables, celles-ci pourront faire l'objet d'un développement dans le cadre du Plan de Gestion.

Enfin, d'un point de vu plus **organisationnel**, on notera qu'il n'existe pas d'outil de gestion globale des opérations en termes de planning et d'intervention des dragages à l'échelle estuarienne.

- **Enjeux qualité et représentativité des données :**

Concernant les enjeux associés à la **qualité chimique des sédiments**, il n'apparaît pas à l'heure actuelle de dégradation dans les sédiments rejetés au milieu susceptibles de remettre en cause les modalités d'entretien. Cet entretien régulier des fonds portuaires, peu confinés, couplé à des pratiques améliorant la qualité des rejets dans les bassins (carénage, gestion des eaux noires et grises), participe en outre de la qualité satisfaisante relevée.

On relève cependant une forte **disparité dans l'effort de suivi des milieux** portés par les différents gestionnaires de l'estuaire, du fait de prescriptions réglementaires historiquement et géographiquement là-encore variables (dont Services Police de l'Eau différents). A titre d'exemple, le GPM de Bordeaux réalise un suivi qualitatif (chimie et macrobenthos) de ses zones de rejet, ce qui est loin d'être le cas pour tous les ports étudiés : seuls Port Médoc suit la qualité chimique au niveau de son point de rejet et le Port de Pauillac doit suivre le compartiment biologique (macrobenthos) au niveau du rejet.

Afin d'améliorer et de tendre vers des diagnostics d'état des milieux plus homogènes portant sur le type d'analyse, les paramètres analysés, la fréquence, et les limites analytiques des laboratoires, **les campagnes d'investigation terrain pourraient être couvertes par un protocole d'intervention encadré et commun**. L'on pourrait également envisager que **ces interventions soient diligentées de manière commune et mutualisées**, en venant par exemple se greffer aux suivis du GPM de Bordeaux (partage des cahiers des charges, des protocoles au regard d'exigences réglementaires communes). Cette approche permettrait d'une part **d'harmoniser progressivement les pratiques** sans remettre en cause les acquis et démarches individuelles engagées, et d'autre part cela permettrait une meilleure maîtrise des coûts associés (économie d'échelle sur des marchés groupés).

- **Enjeux d'acceptabilité sociale**

Le dragage à l'échelle de l'estuaire est très ancré dans les pratiques historiques. Ainsi, l'on constate que l'acculturation vis-à-vis de ces pratiques d'entretien des fonds portuaires et du chenal est d'autant meilleure que la récurrence des opérations est forte. Il en découle une acceptabilité sociale relativement bien fondée. Néanmoins, on relève que l'absence de concertation entre l'ensemble des opérateurs du territoire ou gestionnaires portuaires sur les différents points précédemment cités peut nuire à cette lecture par le grand public ou la société civile en général.

6.3. INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES / RECOMMANDATIONS

Sur la base des constats précédents, le tableau ci-après précise les investigations complémentaires qui pourraient être menées pour améliorer la connaissance des dragages des petits ports :

Thématique	Limites données	Investigations potentielles pour améliorer la connaissance des dragages/rejets des petits ports
Données bathymétriques	Manque de volumes quantifiables en termes de matériaux remobilisés et redistribués dans la Gironde (rotodévasage).	Réaliser au moins un suivi bathymétrique avant / après sur une opération de dragage pour mieux quantifier l'efficacité et les effets de ce type d'opération
Données qualitatives	<p>Améliorer le diagnostic sédimentaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur le port de Royan : effort d'échantillonnage jusqu'à présent trop succinct (données REPOM uniquement). Sédiments du port de pêche jamais échantillonnés, avec pourtant des traces de contaminants. Une fraction des sédiments ne serait probablement pas immergeable. - Sur les petits ports en général : la récurrence des analyses est faible. 	<p>Diagnostic sédimentaire (ETM / PCB / HAP / TBT...) conforme Circulaire dragage du 14 juin 2000 (Annexe 5), soit 1 Ech composite <u>par bassin</u>.</p> <p>Prévoir en cas de désordre un test d'écotoxicité sur bivalve (test sur Larve d'huitre selon protocole Ifremer/ AFNOR XP-T-90-382) pour valider / invalider la filière de retour au milieu</p> <p>Compte tenu des dragages récurrents, un suivi qualitatif des sédiments dragués tous les 3 ans serait déjà une amélioration, associé à un renforcement des suivis au niveau des points de rejet.</p>
	<p>Evaluation de l'impact des opérations de rejet non mis en œuvre en routine :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur les communautés benthiques : L'emprise des points de rejets des sédiments pour les ports de La Palmyre et de Royan, n'ont pas fait l'objet de suivi spécifique de la macrofaune benthique, or les volumes sont relativement conséquents et récurrents aux points de rejet. - Sur la qualité de l'eau en général : peu de suivi de turbidité et bactériologique en phase chantier. Pas de retour de suivi en particulier sur les opérations de rotodévasage pourtant régulières et sur des ports concernées par la problématique bactériologique. 	<p>Mettre en œuvre un suivi du milieu :</p> <p>Mutualiser avec les campagnes macrobenthos du GPMB pour porter quelques stations d'investigations (macrobenthos) au droit des rejets des autres petits ports.</p> <p>Mettre en œuvre une ou deux opérations de suivi turbidimétrique et bactériologique sur les opérations de rotodévasage pour mieux apprécier les impacts des chasses des petits ports, au point de rejet et dans le panache.</p>

Au-delà de ces recommandations visant à étayer les états des lieux, et afin de **sensibiliser l'ensemble des gestionnaires**, le Plan de Gestion pourrait idéalement aboutir à des **recommandations** sous la forme de **guide** ou **fiches des bonnes pratiques** à l'attention de tous les opérateurs permettant d'orienter les pratiques vers les points d'amélioration possibles mis en exergues dans cet état des lieux :

-
- *Rappel des enjeux environnementaux associés à la gestion des sédiments dans l'estuaire ;*
 - *Recommandations sur les investigations préalables aux opérations de dragage (diagnostics sédimentaires, macrobenthos) ;*
 - *Recommandations sur les phases de suivi de chantier (avant / pendant / après) et les paramètres clefs ;*
 - *Recommandation sur les périodes et conditions de rejet propices ;*
 - *Eventuellement une photographie du parc matériel et des techniques existantes pour orienter vers des solutions de mutualisation.*

On relèvera enfin qu'il n'existe pas d'outil de partage des données (volume, qualité, matériel mis en œuvre, éventuelles difficultés rencontrées...) rendant compte à l'échelle estuarienne des interventions annuelles et/ou des interventions prévisionnelles. Ces données sont néanmoins en parties renvoyées aux Services Police de l'Eau qui les collectent dans le cadre des prescriptions des Arrêté Préfectoraux, mais elles ne font à notre connaissance pas l'objet d'une synthèse en retour.

7. CONCLUSIONS

L'étude des petits ports de l'estuaire de la Gironde vise à identifier à travers plusieurs descripteurs les principaux enjeux associés au dragage de ces ports.

Parmi les descripteurs utilisés, les **volumes** indiquent qu'une majorité des ports s'inscrit dans des **besoins de dragage récurrents**, dont le volume total cumulé des besoins atteint en moyenne les 345 000 m³ par an, soit environ 4% des volumes totaux de dragage d'entretien du GPM de Bordeaux. Toutefois, à l'échelle de l'embouchure (Zone 1), les volumes rejetés peuvent atteindre environ 92 500 m³ pour les « petits ports » (La Palmyre, Royan) tandis que le GPM de Bordeaux rejette sur la zone correspondante 770 000 m³, soit 8 fois plus de sédiment. Pour la Zone 2, le rapport s'inverse avec jusqu'à 55 000 m³ rejetés pour les petits ports (dont Le Verdon et Port Bloc) pour un volume nul pour le GPMB. Ainsi, l'apport de ces ports dans cette zone sensible proche embouchure est donc beaucoup moins négligeable que dans le reste de l'estuaire et mérite donc une gestion d'autant plus attentive.

L'**enjeu économique** relevant de ces opérations est fort car le poste dragage pèse sur les budgets d'entretien portuaire surtout pour les ports où les volumes et la récurrence des dragages sont marqués, et ceci d'autant plus que le parc matériel intervenant est vieillissant.

Les descripteurs portant sur la **qualité** des sédiments indiquent **des résultats globalement très satisfaisants pour ces ports au regard des référentiels réglementaires** (Loi Eau). Les valeurs atteintes sur les différentes familles de contaminant ne font pas état de dépassement récurrent. Néanmoins, une dégradation notable de la qualité bactériologique est relevée et des démarches de préventions sont engagées pour y remédier (traitement à la source...).

L'entretien des ports estuariens, voire même leur gestion, est assuré soit par un seul opérateur dès lors que les besoins sont comparables et localisés dans un même secteur (ex. des petits ports en rive Est de l'estuaire représentant 6% des besoins de dragage totalisés ici), soit cet entretien se fait en régie autonome (Port Médoc, Pauillac, Royan) ou encore est externalisé (La Palmyre), les besoins de dragage étant alors nettement plus conséquents (230 000 m³/an minimum).

Dans tous les cas et du fait de la qualité des sédiments, une même filière de gestion **par retour au milieu estuarien** est mise en œuvre (il n'a pas été relevé de gestion à terre pour ces ports) : soit par **rejet direct** en refoulement dans l'estuaire à l'aide de DAS, cette pratique représentant 74 % des volumes, soit par **remise en suspension** à même la zone d'extraction par rotodévasage (6% des volumes). Plus ponctuellement, certains sédiments (Port Bloc et la zone d'accès aux bassins et écluse du GPMB) font l'objet d'un **clapage** dans les zones autorisées au sein de l'estuaire (20% des volumes).

Concernant la **fréquence et les conditions des rejets autorisés** dans l'estuaire, les prescriptions issues des Arrêtés Préfectoraux sont assez variables et ne permettent pas de dégager de réels points de convergence, hormis le non rejet durant la période des deux mois d'été, cette proscription n'étant pas systématiquement formelle (parfois simple recommandation).

Enfin, plusieurs points d'amélioration possibles ont été relevés à l'issue de cet état des lieux et concernent principalement :

- La **poursuite et le renforcement des suivis environnementaux** (diagnostics sédimentaires, biotests, bactériologie, qualité de la masse d'eau, etc.) : l'objectif est de répondre à des prescriptions environnementales parfois historiquement **très lacunaires et trop disparates suivant les gestionnaires**. C'est aussi un enjeu fort d'amélioration de la connaissance des milieux, permettant d'ajuster si nécessaire les conditions de rejet en cours (cadences, horaires de marée, coefficient, éloignement des points de rejet aux ports...).
- La nécessité de **renforcer la sensibilisation des gestionnaires** à travers des recommandations portant sur des bonnes pratiques de dragage et de suivi des opérations ; cette démarche pouvant aboutir à une meilleure maîtrise des conditions de rejet et corrélativement une meilleure maîtrise des incidences sur les milieux ;
- Le besoin **d'outil de planification des opérations** à l'échelle globale de l'estuaire, conférant une meilleure visibilité sur les moyens mobilisés (et permettant peut-être à termes de dégager des possibilités de mutualisation), et offrant aussi les moyens d'une meilleure anticipation et ajustement des volumes annuellement rejetés au milieu, ce point étant en l'état inexistant.

ANNEXE 1 - CONTACTS

Le tableau suivant synthétise les principaux contacts / sources d'information utilisées pour la réalisation des fiches :

Nom	Contact	Structure	téléphone	Appel	Mail	Ressources (biblio...) / remarques
Les Mathes – La Palmyre	M. Bruno SAMZUN /	CG 17	05 46 87 88 33	Avril 2015	bruno.samzun@cg17.fr	Plan de gestion environnemental portuaire (IDRA-CG17) et communication personnelle
Barzan						
Blaye						
Mescher-sur-Gironde	M. Mathieu BARBIER					
Mortagne-sur-Gironde	M. Sébastien LYS	SIVU	06 07 56 34 44	Avril 2015	mairie-mortagne@smic17.fr	Plan de gestion environnemental portuaire
Pauillac	Maitre de Port (M. PAU) et service technique de la mairie de Pauillac	Port à gestion communale	05 56 59 12 16	Avril-Mai-Juin 2015	port-plaisance-pauillac@orange.fr	AP de dragage pluriannuel et communication personnelle
Port Médoc	M. Jean-Baptiste LUNET	Port Médoc	05 56 09 69 75	Avril-Mai 2015	jbl@port-medoc.com	Dossier de demande d'autorisation pluriannuel (IDRA)
Royan	M. PASSERAULT	Port de Royan	05.46.38.72.22	2015 + 2016	d.passerault@port-royan.com	AP de dragage pluriannuel
Saint-Ciers-sur-Gironde	M. LYS M. Bruno SAMZUN / M. Mathieu BARBIER	(SIVU)	06 07 56 34 44	Juin 2015	bruno.samzun@cg17.fr	AP de dragage pluriannuel Plan de gestion environnemental portuaire (IDRA-CG17)
Saint-Fort-sur-Gironde (Port Maubert)						
Saint-Seurin d'Uzet - Chenac						
Saint-Sorlin-de-Conac Port de Vitrezay						
Talmont-sur-Gironde						
Bordeaux - GPMB	M. François WEISBECKER	GPM de Bordeaux	05.56.90.54.48	Mai 2015 - Juin	f-weisbecker@bordeaux-port.fr	Comm. personnelle

ANNEXE 2 – ARRETES PREFECTORAUX



PRÉFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME

La Rochelle, le

07 JAN. 2005

DÉLÉGATION
INTER-SERVICES
DE L'EAURécépissé de déclaration
n° 14.05.225-1100 DISE - DDECommune des Mathes-La Palmyre
Dragage du port de La Palmyre (parties ouest / est)

Réf : DDE/Palmyrac650104teep.doc

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 210-1 à L. 214-16 ;

VU le décret n°93-742 du 29 mars 1993 modifié par le décret n°2001-1257 du 21 décembre 2001 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues aux articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié par le décret n°2001-1257 du 21 décembre 2001 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU la lettre de mission du 28 novembre 2000 désignant le directeur départemental de l'Agriculture et de la forêt en qualité de délégué interservices de l'eau ;

VU l'arrêté préfectoral n°02-1106 du 30 avril 2002 modifiant l'arrêté préfectoral n°00-3832 du 29 décembre 2000 portant constitution de la Délégation interservices de l'Eau (DISE) ;

VU l'arrêté préfectoral n°04-2607 du 5 juillet 2004 portant délégation de signature à M. Dominique DEFRANCE, délégué interservices de l'eau ;

VU le dossier de déclaration en date du 22 décembre 2004, présenté par la commune des Mathes-La Palmyre,

VU l'avis des administrations consultées,

VU l'avis de la DDE, service instructeur, en date du 6 janvier 2005,

VU les prescriptions techniques annexées au récépissé ;

CONSIDÉRANT que le dossier de déclaration a été jugé régulier et complet en particulier sur le contenu du document d'incidence prévu à l'article 29 du décret n°93-742 susvisé,

SUR proposition du délégué interservices de l'Eau de la Charente-Maritime.

BOURNE RÉCÉPISSE

au pétitionnaire commune des Mathes-La Palmyre,

de sa déclaration en date du 22 décembre 2004, relative au dragage pluriannuel des parties ouest et est du port de La Palmyre pour une durée de cinq ans (2005 à 2009), concernant les rubriques 340-370- dragage et rejet de la nomenclature du décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié,

en lui précisant que cette déclaration peut faire l'objet de prescriptions techniques complémentaires à celles qui sont annexées au présent récépissé et qui lui seront édictées le cas échéant par arrêté préfectoral ultérieur.

Le présent récépissé ne dispense pas l'intéressé d'avoir à se conformer aux autres législations en vigueur.

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales, prévues aux articles L.211-2 et L.211-3 du Code de l'Environnement ainsi que toutes prescriptions spécifiques qui s'avèreraient nécessaires pour garantir les principes mentionnés à l'article L.211-1.

En particulier, il devra respecter les dispositions :

- du SDAGE Adour Garonne approuvé par arrêté du Préfet coordonnateur du 6/08/96 ;
- de l'arrêté ministériel du 23/02/01 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux travaux de dragage et rejets ;
- des prescriptions techniques particulières annexées au présent récépissé.

Le déclarant devra faire connaître, avant sa réalisation, toute modification qui serait de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale (en application de l'article 15 du décret 93-742 du 29/3/93).

Une copie de la déclaration et des prescriptions sera donnée au Maire des Mathes-La Palmyre,

Une copie du présent récépissé sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la mairie des Mathes-La Palmyre, avec mention pour les tiers de la possibilité de consulter sur place le texte des prescriptions ainsi qu'au port de La Palmyre jusqu'à la fin des travaux.

Un procès verbal de l'accomplissement de la formalité d'affichage sera dressé par les soins du Maire des Mathes-La Palmyre.

La Rochelle, le 07 JAN. 2005

Le Préfet,
Pour le Préfet, par délégation
le Délégué Interservices de l'Eau,Dominique DEFRANCE
Directeur Départemental
de l'Agriculture et de la Forêt

ref : Palmyre050104ptp.doc

Commune des Mathes - La Palmyre**Dragage des parties ouest et est du Port de La Palmyre****Prescriptions techniques particulières annexées à la déclaration du 22 décembre 2004.**

Les présentes prescriptions techniques s'imposent au pétitionnaire commune des Mathes - La Palmyre et prévalent sur les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 23/02/01 en cas de contradiction.

Elles s'imposent pour chaque campagne annuelle de dragage.

Le service de police de l'eau est la Direction Départementale de l'Équipement (CQEL 17).

Situation de l'opération : Parties Ouest et Est du Port de La Palmyre**Objectifs des travaux :**

La situation, la nature, la consistance des travaux et leurs incidences sont décrites dans le dossier de déclaration remis par le pétitionnaire. Le dragage concerne les parties ouest et est du Port de La Palmyre, zones présentées en annexes du document d'incidence transmis le 22 décembre 2004 (Figures 3.1-3.2 et 4.1-4.2).

Les travaux de dragage visent à rétablir les qualités nautiques du port et à abaisser les fonds au niveau de leur cote habituelle d'entretien, entre -0.5 CM et + 1 CM.

Il s'agit de travaux d'entretien.

Dragage :

Le dragage sera effectué par une drague aspiratrice stationnaire qui assurera l'aspiration des sédiments en place et l'évacuation hydraulique par refoulement des déblais à l'extérieur du port dans le Chenal de Bonne Anse.

Le dragage annuel concerne alternativement la partie ouest et est du port pour un volume de vases à extraire est évalué à 10 000 m³ par an.

Les matériaux aspirés sous forme de mixture seront acheminés jusqu'au point de rejet, par une conduite de 50 à 150 mètres.

Le point de rejet se situe dans le chenal de Bonne Anse, aux coordonnées géographiques suivantes (système géodésique Lambert II) :

$$X = 324\,739.6 \quad Y = 2\,082\,115.9$$

Calendrier des travaux et mode opératoire :

Le dragage sera exécuté hors période estivale, préférentiellement en automne et hiver. La durée estimée des travaux est de 2 mois.

Le dragage sera effectué par coefficients de marée supérieurs à 70, de PM+1 à PM+5 (Plaine Mer Théorique La Rochelle), pour permettre une dispersion rapide des matériaux hors de la Bate de Bonne Anse.

La campagne 2005, qui concerne uniquement la partie ouest du port, est prévue à compter du 10 Janvier, pour une durée estimée de 2 mois, soit jusqu'à fin Mars 2005. Les opérations suivantes pourront être réalisées entre le 15 octobre et le 15 mars.

Délai de validité :

La déclaration est valable pour une durée de cinq ans (de 2005 à 2009) à raison de 10 000m³ par an pour la partie ouest ou est, sous réserve que cette procédure soit confirmée lors du contrôle préalable de la qualité des sédiments (données datant de moins de trois ans pour les métaux lourds, PCB, HAPs et TBT). Le prochain contrôle sera réalisé en 2006, après validation du plan d'échantillonnage par le service police de l'eau.

Mesures d'information préalable et de coordination :

Préalablement au début de l'opération, le pétitionnaire informera les usagers, administrations (DDAM, Ifremer, DDE -police de l'eau) et professionnel (SRC, Comité Local des Pêches).

Un avis d'opération précisant au minimum la nature et l'importance des travaux, la période envisagée et les précautions préventives à adopter par les usagers sera affiché à la mairie des Mathes-La Palmyre et au port de La Palmyre, 15 jours avant le début des travaux et pendant toute leur durée.

Le programme de travaux sera transmis, 15 jours avant le début des travaux, aux services de la Délégation Interservices de l'Eau (DDAM, DDE - service police de l'eau, Ifremer) et aux professionnels (SRC, CRPEM).

Le pétitionnaire informera les services de navigation et les usagers du plan d'eau par un AVURNNAV.

Prescriptions concernant la réalisation des travaux :

Le pétitionnaire arrêtera un plan des travaux ayant pour objectif d'assurer la sécurité du chantier vis à vis du public (signalisation des engins, matérialisation d'une zone interdite au public...), les mesures de prévention de toute pollution accidentelle, les moyens de surveillance et d'intervention, et la récupération de tout déchet par des professionnels agréés. Ce plan sera mis à la disposition du service chargé de la police de l'eau.

Le pétitionnaire et son maître d'œuvre organiseront des visites quotidiennes du chantier pour veiller au respect des dispositions imposées.

Auto-surveillance pendant les travaux :

Le pétitionnaire et son maître d'œuvre mettra en place un dispositif d'auto-surveillance tel qu'applicable aux rejets en milieu marin ou estuarien de la rubrique 3.4.0 de la nomenclature des opérations soumises à procédure "loi sur l'eau" (Décret 93.743) et décrit ci-après.

Le pétitionnaire s'assure :

- par tout moyen approprié, y compris par de simples observations visuelles permanentes, que l'opération n'a pas d'impact significatif sur les usages du milieu maritime (suivi du panache turbide tout particulièrement sur les plages)
- que la qualité des matériaux à dévaser n'a pas évolué depuis les prélèvements initiaux faits dans le cadre de l'étude,
- que les travaux ne génèrent pas de dysfonctionnement anormal du milieu aquatique (couleur, odeurs fortes ou anormales liées à des vases anoxiques, par exemple...).

En cas d'incident susceptible de provoquer une pollution accidentelle, le pétitionnaire doit immédiatement interrompre le dragage et prendre les dispositions afin de limiter l'effet de ces derniers sur le milieu (dispersion des polluants et des MES) et éviter qu'il ne se reproduise. Il informe également dans les meilleurs délais le service chargé de la police de l'eau des mesures prises pour y faire face, ainsi que les collectivités locales et les professionnels.

Le pétitionnaire tiendra un registre de chantier, sur lequel il consignera journellement :

- les informations nécessaires à justifier la bonne exécution du plan prévisionnel de dragage,
- les jours et horaires de dragage, les volumes concernés,
- les conditions météorologiques et hydrodynamiques de marée, notamment lorsque celles-ci sont susceptibles de nécessiter des interruptions de chantier,
- l'état d'avancement du chantier, l'étendue maximum du panache de rejet lors du rejet,
- tout incident susceptible d'affecter le déroulement du chantier et toute information utile.

Ce registre est tenu en permanence à disposition du service chargé de la police de l'eau.

Prescriptions concernant les contrôles inopinés :

Le service chargé de la police de l'eau peut, à tout moment procéder à des contrôles inopinés. Le déclarant permet aux agents chargés du contrôle de procéder à toutes les mesures de vérification et expérimentes utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions. Les frais d'analyses inhérents à ces contrôles inopinés sont à la charge du pétitionnaire.

Prescriptions concernant le bilan du chantier :

A la fin de chaque campagne annuelle, le déclarant adresse au service chargé de la police de l'eau, dans un délai de 6 mois au maximum après la fin du dragage, un document de synthèse comprenant :

- le résultat des suivis et analyses réalisées,
- une note de synthèse sur le déroulement de l'opération comprenant en particulier le constat des impacts des travaux et le bilan du suivi (notamment visuel du panache),
- un relevé bathymétrique du site de l'opération.

VU pour être ANNEXE à mon Récépissé du 7 JAN. 20

Pour le Préfet et par délégué :
Le Délégué inspecteur de l'Eau,

Dominique DESPANCE
Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt



MINISTRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT
ET DE L'AMÉNAGEMENT DURABLES

Direction Départementale de
l'Équipement de la Gironde
Service Maritime et Eau

Subdivision Milieux Aquatiques

Nos réf. : ARKM07.0722

Vos réf. :

Affaire suivie par :

Amélie Rousselet

Tél. : 05 57 14 44 82 - Fax : 05 57 14 44 92

Courriel : amelie.rousselet@equipement.gouv.fr

Bordeaux, le 21 DEC. 2007

Le chef du service Maritime et Eau

à

Monsieur le directeur de SA Port Médoc

Capitainerie

Anse de la Chambrette

33123 Le Verdon sur Mer cedex

Objet : Dragages d'entretien pluriannuel de Port Médoc

PJ : arrêté n° 07.0571 du 29/11/2007

Monsieur le directeur,

L'instruction du dossier de demande d'autorisation des dragages d'entretien pluriannuel de Port Médoc sur la commune du Verdon sur Mer, vient d'arriver à son terme. J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli, l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 29 novembre 2007, en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement.

Je vous invite à respecter strictement la totalité des prescriptions dudit arrêté en vue d'éviter toute nuisance à l'environnement.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif dans le délai de 2 mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Par ailleurs, j'ajoute que, conformément à l'article R. 214-19 du Code de l'Environnement et en vue d'assurer l'information des tiers, je fais procéder à l'insertion d'un avis dans les journaux Sud Ouest et Le Courrier Français. Je vous serais gré d'effectuer le règlement des frais d'insertion des réceptions des factures qui vous seront adressées directement par ces derniers.

Veillez agréer, monsieur le directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le chef du service Maritime et Eau

Jean Oyarzabal

Copie :

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

ARRETE PREFECTORAL N° 07.0571 PORTANT AUTORISATION AU TITRE DE L'ARTICLE L 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT CONCERNANT LES DRAGAGES D'ENTRETIEN PLURIANNUEL DE PORT MEDOC COMMUNE DU VERDON SUR MER

Le Préfet de la Région Aquitaine
Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'expropriation et notamment les articles R11-14-1 à R11-14-15,

VU les articles R214-6 à R214-56 du code de l'environnement relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article L214-3 du code de l'environnement,

VU les articles R214-1 à R214-5 du code de l'environnement relatifs à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application du L214-3 du code de l'environnement,

VU l'arrêté interministériel du 14 juin 2000 relatif aux niveaux de référence à prendre en compte lors d'une analyse de sédiments marins ou estuariens présents en milieu naturel ou portuaire,

VU la circulaire du 14 juin 2000 relative aux conditions d'utilisation du référentiel de qualité des sédiments marins ou estuariens présents en milieu naturel ou portuaire, défini par arrêté interministériel,

VU l'arrêté du 23 février 2001 fixant les prescriptions applicables aux travaux de dragage des ports et de leurs accès et /ou rejet y afférent,

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Adour-Garonne approuvé le 6 août 1996,

VU l'arrêté préfectoral en date du 4 juin 1999 autorisant le district de la pointe du Médoc au titre de la loi sur l'eau à réaliser le port de plaisance sur la commune du Verdon sur Mer,

VU la demande d'autorisation complète et régulière déposée au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement reçue le 17 octobre 2006, présentée par Port Médoc SA, enregistrée sous le n° 33-2006- 00018 et relative aux dragages d'entretien pluriannuel de Port Médoc,

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 18 juin 2007 au 6 juillet 2007,

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 3 août 2007,

VU l'avis de la commune de Soulac sur Mer en date du 28 juin 2007,

VU l'avis de la commune du Verdon sur Mer en date du 1 août 2007,

VU l'avis du CEMAGREF en date du 19 février 2007,

VU l'avis du Port Autonome de Bordeaux en date du 14 mars 2007,

VU l'avis de la Direction Départementale des Affaires Maritimes en date du 13 février 2007,

VU l'avis de la Préfecture Maritime en date du 9 octobre 2007,

VU le rapport rédigé par le service de police de l'eau en date du 11 octobre 2007,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Gironde en date du 11 octobre 2007,

VU le projet d'arrêté adressé à Port Médoc SA en date du 8 novembre 2007,

VU la réponse formulée par Port Médoc SA en date du 19 novembre 2007,

Sur proposition du responsable du service Maritime et Eau de la direction départementale de l'Équipement,

A R R E T E

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 : Objet de l'autorisation

Port Médoc SA représenté par M. RAUT est autorisé en application de l'article L214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser les dragages d'entretien pluriannuel de Port Médoc sur la commune du Verdon sur Mer.

Les rubriques concernées par les articles R214-1 à R214-5 du code de l'Environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
4.1.3.0 1°	« dragage et/ou rejet y afférent en milieu marin dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence N2 pour l'un au moins des éléments qui y figurent »	Autorisation
4.1.3.0 3b	« dragage et/ou rejet y afférent en milieu marin dont la teneur des sédiments extraits est inférieure ou égale au niveau de référence N1 pour l'ensemble des éléments qui y figurent et dont le volume in situ dragué au cours de 12 mois consécutifs est supérieur ou égal à 5000 m ³ sur la façade atlantique Manche - mer du Nord et à 500 m ³ ailleurs ou lorsque le rejet est situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de cultures marines mais inférieur à 500 000 m ³ »	Déclaration

L'autorisation est valable pour une durée de 10 ans.

Article 2 : Caractéristiques des dragages à réaliser

Dragages :

Les opérations de dragage du bassin auront lieu tous les ans pour une quantité de l'ordre de 50 000 m³ à 60 000 m³ draguées en fonction des conditions météorologiques.

Pour la première campagne de dragage, le volume maximum autorisé pour les travaux est de 100 000 m³.

La technique de dragage préconisée par Port Médoc est le dragage hydraulique qui permet de maintenir le port en exploitation.

Le rejet :

Les sédiments dragués seront rejetés dans l'estuaire lorsque leur contamination sera inférieure au niveau N1 ou comprise entre les niveaux N1 et N2 avec une toxicité faible sur des biotests larves bivalves.

Le point de rejet des déblais de dragage (vases - eau) est situé non loin de Port Médoc.

Le rejet dans l'estuaire des produits d'extraction se fera par le biais de canalisations de refoulement de 300 mm de diamètre. L'exutoire sera immergé en permanence à une cote comprise entre -4 et 4,75 m CM.

Le mélange vase - eau est refoulé directement par la drague aspiratrice à ce point via une conduite de transfert parfaitement étanche.

L'angle de pose de la canalisation est perpendiculaire aux courants du jusant.

Solution alternative de gestion à terre des sédiments :

Traitement des sédiments :

La solution d'un rejet partiel dans des sacs géotextiles est envisagée dans le cadre de sédiments considérés pollués et toxique. Ces vases seront déposées à terre et essorées dans des géotextiles. Via des canalisations de refoulement parfaitement étanche le mélange vase - eau est rejeté directement dans les membranes géotextiles.

Le site de dépôt jouxte le bassin du port à proximité de la cale de mise à l'eau et du ponton catamaran. La surface utilisable pour le stockage est limitée du fait du périmètre de l'enceinte de Port Médoc. La surface disponible au niveau de la plate forme de stockage en intégrant ces différents contraintes s'élève à 1 200 m².

Élimination des déchets :

Le produit essoré sera ensuite évacué soit, pour être valorisé si des filières compatibles avec la qualité de ces matériaux existent ou dans le cas contraire, éliminer dans un centre de stockage pour déchets ultimes adéquat.

Titre II : PRESCRIPTIONS

Article 3 : Prescriptions spécifiques des opérations de dragages et de la gestion des déblais en mer et à terre en phase d'exploitation :

Un mois avant le démarrage des travaux, le service de police de l'eau ainsi que le Port Autonome de Bordeaux sera destinataire des éléments suivants relatifs aux campagnes de dragage :

- la planification (nombre de campagnes par an),
- la durée des travaux,
- le relevé bathymétrique avec l'estimation quantitative des produits à draguer,
- les moyens de dragage utilisés,
- les résultats d'analyses des sédiments à draguer.

Les chantiers de dragage seront :

- portés à la connaissance des navigateurs :
- dates et horaires de début et de fin de l'opération,
- localisation du dragage,
- signalisation de mise en place.
- accompagnés d'un plan journalier mentionnant :
- l'horaire de début et de fin d'opération,
- les conditions hydrodynamiques et météorologiques,
- l'état d'avancement du chantier,
- la densité des matériaux dragués,
- les incidents susceptibles d'affecter le déroulement du chantier avec les mesures prises pour limiter leur effet et pour éviter qu'il ne se reproduise.

En fin de chantier les documents suivants seront transmis au service chargé de la police de l'eau ainsi qu'au Port Autonome de Bordeaux,

- un plan journalier de dragage,
- les résultats des suivis et analyses des sédiments réalisés,
- une note de synthèse sur le déroulement de l'opération.

Un planning des travaux sera mis à disposition des plaisanciers afin des ne pas gêner l'activité du port et de faciliter le bon déroulement des opérations de dragages.

Les travaux doivent faire l'objet d'un demande d'autorisation d'occupation du domaine auprès du directeur du PAB.

Concernant le suivi du rejet à la côte des matériaux dragués :

La canalisation et la zone de rejet feront l'objet d'une signalisation spécifique. Celle-ci devra être proposée et validée par la capitainerie du Port Autonome de Bordeaux.

La pêche à pied, la baignade et les sports nautiques seront interdits pendant l'ensemble de la période des travaux.

La période de dragage du bassin et de rejet à la côte s'inscrit entre le 1 octobre et le 15 mai au jusant de PM +1 à PM + 5 h 30. Les périodes de mortes eaux pour la réalisation des dragages et de rejet doivent être évitées. Les plages horaires devront être rigoureusement suivies.

Concernant le dépôt à terre des matériaux dragués et le recours à des géotextiles :

Le service de la Police de l'Eau devra être informé dans le cas où le pétitionnaire a recours à la solution alternative consistant à un dépôt à terre des matériaux dragués.

L'accès à l'ensemble des sites de dépôt sera interdit au public pour des raisons de sécurité. Une surveillance de l'accès aux sites sera effectuée durant toute la période des travaux et ce, jusqu'à la reprise finale des sédiments.

Un enclos de terre sera réalisé autour du site afin d'empêcher un éventuel rejet massif d'eau lié à l'éclatement d'un géotextile. Leur solidité et l'absence de ruissellement incontrôlé devront être vérifiés fréquemment pendant les travaux. La taille et la structure de ces merlons devront être suffisamment importantes pour que ceux-ci puissent résister face aux intempéries.

Les travaux se feront préférentiellement en basse saison en dehors des périodes touristiques afin de limiter leur impact sur le tourisme et de faciliter la mise en place des différentes opérations.

L'ensemble de la surface occupée par les géotextiles sera recouvert d'une membrane imperméable afin d'empêcher un départ des eaux d'égouttage dans le réseau de collecte des eaux pluviales du port.

Une attention particulière devra être portée sur la qualité des eaux de ressuyage. Le devenir de ces eaux ne devra pas être de nature à porter atteinte au milieu naturel.

Article 4 : Moyens de surveillance

Un contrôle bathymétrique avant et après chaque campagne sera réalisé par Port Médoc au niveau de la zone draguée et au niveau de la zone de rejet.

Le refoulement dans l'estuaire est effectué par canalisation dont l'étanchéité, la tenue et l'amarrage devront être vérifiés fréquemment: avant, pendant, et après travaux.

Des analyses chimiques et bactériologiques permettront de suivre les incidences éventuelles du

rejet: trois prélèvements et analyses des métaux, des PCB, MES, eschaichia coli, streptocoques, coliformes totaux, au niveau du rejet.

L'ensemble des constats et résultats d'analyses seront immédiatement transmis au service de la police de l'eau.

Les macro déchets évacués seront recensés et feront l'objet d'une description sommaire indiquant notamment la nature et le volume de ces déchets ainsi que la destination finale (nom et emplacement du CDSU).

Article 5 : Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Les moyens d'entretien et d'intervention prévus dans le plan d'intervention d'urgence existant de Port Médoc sont applicables au présent projet.

Titre III – DISPOSITIONS GENERALES

Article 6 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de 10 ans.

Article 7 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié.

Article 8 : Récolement des travaux

A l'issue des travaux, le permissionnaire doit remettre au service de la Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques (PEMA) les plans de récolement de l'ouvrage réalisé.

Article 9 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 16 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de la Gironde, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Gironde.

Une ampliation de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune du Verdon sur Mer et au conseil de la commune de Soulac sur Mer.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans la mairie du Verdon sur Mer et la mairie de Soulac sur Mer, pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité sera justifiée par un procès verbal des maires concernés.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de la Gironde, ainsi qu'aux mairies de la commune du Verdon sur Mer et de la commune de Soulac sur Mer.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Gironde pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 17 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article R421-1 du code de justice administrative.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Article 18 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Gironde,

Le maire de la commune du Verdon sur Mer,

Le maire de la commune du Soulac sur Mer,

Le directeur départemental de l'équipement de la Gironde,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Fait à Bordeaux le, **29 NOV. 2007**

LE PREFET,

Pour le Préfet,


Le Secrétaire Général

François PENY

mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 10 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 11 : Conditions de renouvellement de l'autorisation

Avant l'expiration de la présente autorisation, le pétitionnaire, s'il souhaite en obtenir le renouvellement, devra adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définies à l'article 17 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié.

Article 12 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 13 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 14 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 15 : Autres réglementations



PREFET DE LA GIRONDE

ARRETE PREFECTORAL SEN/2013/06/07-66
MODIFIANT ET COMPLETANT L'ARRETE DU 29 NOVEMBRE 2007
PORANT AUTORISATION DE REALISER DES TRAVAUX DE
DRAGAGE ET DE GESTION DES SEDIMENTS DE PORT-MEDOC

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'environnement,
VU le Code du Domaine Public Fluvial et de Navigation intérieure,
VU l'arrêté ministériel du 23 février 2001 fixant les prescriptions applicables aux travaux de dragage des ports et de leurs accès et/ou rejet y afférent,
VU l'arrêté ministériel du 9 août 2006 modifié relatif aux niveaux de référence à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuaires ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 3.2.1.0 de la nomenclature annexée au décret N°93-743 du 29 mars 1993,
VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Adour-Garonne approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 1^{er} décembre 2009,
VU l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2007 N°07.0571 portant sur la réalisation des travaux de dragage et de la gestion des sédiments de Port-Médoc,
VU la demande en date du 13 août 2012 déposée par Port-Médoc S.A. au guichet unique de l'eau de la DDTM de la Gironde le 16 août 2012, ainsi que les compléments transmis le 18 octobre 2012,
VU l'avis favorable du Grand Port Maritime de Bordeaux en date du 18 février 2013,
VU l'avis scientifique délivré par IRSTEA en date du 5 avril 2013,
VU le rapport CODERST rédigé par le service de police de l'eau en date du 23 avril 2013,
VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Gironde en date du 16 mai 2013,
VU le projet d'arrêté adressé à Port-Médoc S.A. en date du 17 mai 2013
VU l'avis favorable du pétitionnaire formulé le 31 mai 2013

CONSIDERANT que l'évaluation d'incidence réalisée par la S.A. Port-Médoc conclut sur le fait que les impacts du rejet au niveau de l'affouillement et la modification des plages de rejet ont des impacts limités dans le temps et présentent peu d'effets préjudiciables,

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté garantissent la protection des intérêts visés à l'article L. 211-1 du Code de l'Environnement, la santé et la salubrité publique, et satisfont aux exigences de la préservation des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau,

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

ARRETE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 : Objet de l'autorisation

- La SA Port-Médoc est autorisée à compter de la notification du présent arrêté à combler la zone d'affouillement située à l'entrée du Port-Médoc avec 6500m³ de sédiments provenant du dragage du Port-Médoc (voir annexe 1 pour la localisation).
- L'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 novembre 2007 N°07.0571 portant sur la réalisation des travaux de dragage et de la gestion des sédiments de Port-Médoc indiquant un volume annuel dragué de l'ordre de 50 000 à 60 000m³ est modifié comme suit : le volume annuel maximum dragué est de 150 000m³.
- Les périodes de dragages mentionnées à l'article 3 du titre II de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 novembre 2007 N°07.0571 portant sur la réalisation des travaux de dragage et de la gestion des sédiments de Port-Médoc sont modifiées comme suit : la période de dragage du bassin et de rejet à la côte s'inscrit entre le 1^{er} octobre et le 15 mai au jusan de PM à PM+5h30 (PM = pleine mer).

Titre II : PRESCRIPTIONS

Article 2 : Prescriptions relatives au comblement de la zone d'affouillement :

- Pour cette opération, les travaux de dragage et de rejet sont réalisés conformément aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 29 novembre 2007
- Les sédiments sont acheminés du port au site de rejet au moyen d'une conduite de refoulement reliée directement à la drague aspiratrice selon le schéma figurant en annexe 2.
- Les sédiments proviennent exclusivement des dragages du Port-Médoc.
- Les rejets au niveau de l'affouillement se font au jusan de PM+1 à PM +5h30.
- Durant le rejet, le pétitionnaire prend les dispositions nécessaires afin d'interdire toutes activités nautiques ou de baignades dans le secteur,
- Aucuns travaux ne sont réalisés sur la digue,
- Une bathymétrie après les travaux de la zone d'affouillement est réalisée ainsi qu'une bathymétrie aux alentours de la zone d'affouillement afin d'observer ou non le déplacement des sédiments rejetés,
- Des analyses chimiques (métaux, PCB et MES) et bactériologique (E.Coli, streptocoques et coliformes totaux) sont réalisées sur la zone d'affouillement.
- Une étude courantologique au droit de cette zone d'affouillement est réalisée dans l'objectif de déterminer la cause de l'affouillement et les moyens de faire évoluer la zone.
- L'ensemble des bathymétries, analyses et étude est transmis au Service Eau et Nature de la DDTM

Article 3 – Prescriptions relatives à la modification de la plage horaire des rejets des sédiments à l'estran :

- En dehors de la plage PM et PM +5h30, les rejets sont interdits,
- Une bathymétrie après 3 mois de dragage de la zone de rejet et de ses alentours est réalisée afin d'observer un dépôt prononcé des sédiments,
- Une bathymétrie après les travaux de dragage de la zone de rejet et de ses alentours est réalisée afin d'observer un dépôt prononcé des sédiments,
- Des analyses chimiques (métaux, PCB et MES) et bactériologique (E.Coli, streptocoques et coliformes totaux) sont réalisées sur la zone de rejet,
- L'ensemble des bathymétries, analyses et étude avec interprétation est transmis au Service Eau et Nature de la DDTM.
- Un suivi rigoureux du panache de sédiments est mis en place dans le port de Port Bloc.

Titre III – DISPOSITIONS GENERALES

Article 4 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée jusqu'au 29 novembre 2017 à compter de sa notification au permissionnaire.

Article 5: Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R 214-18 du code de l'environnement.

Article 6 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintiendrait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 7 : Transfert de l'autorisation

Si le bénéficiaire de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1 du présent arrêté, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au PRÉFET, dans les 3 mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, le nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

Article 8 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 9 : Conditions de renouvellement de l'autorisation

Avant l'expiration de la présente autorisation, le permissionnaire, s'il souhaite en obtenir le renouvellement, devra adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définies à l'article R 214-20 du code de l'environnement.

Article 10 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès, sous contrôle, aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 11 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 13 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la DDTM de la Gironde, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Gironde.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise seront affichés pendant une durée minimale d'un mois dans la mairie de la commune du Verdon.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de la Gironde, ainsi que dans la mairie de la commune du Verdon.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Gironde pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 14 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le permissionnaire et dans un délai de un an par les tiers dans les conditions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le permissionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R 421-2 du code de justice administrative.

Article 15 : Exécution

Le Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

Le Maire de la commune du Verdon,

Le Chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,

Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans la mairie concernée.

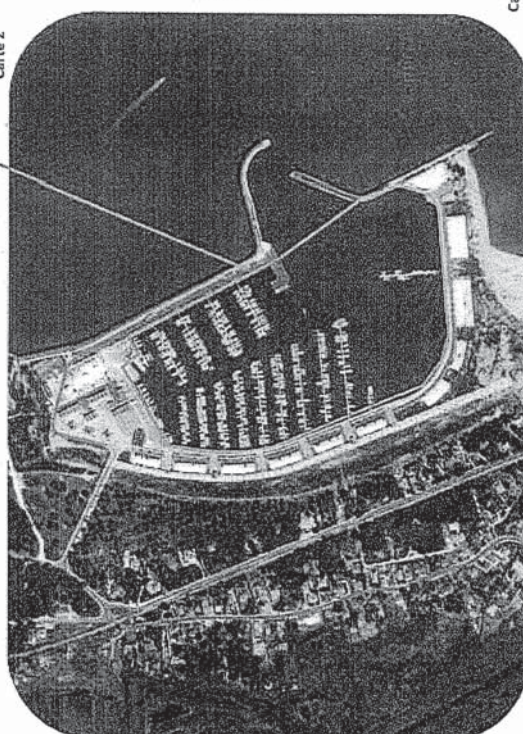
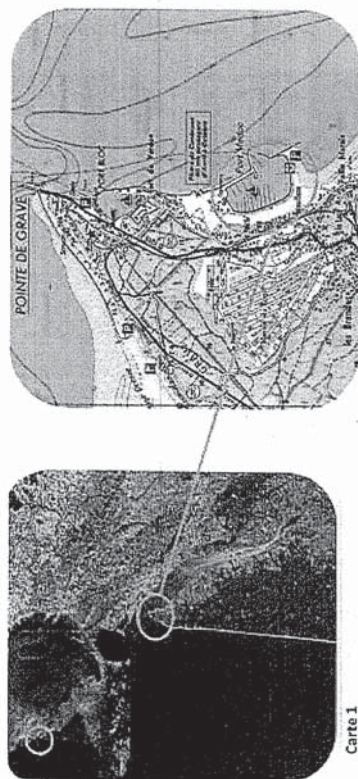
Y 2 JUN 2013

Le Préfet

pour
Le Secrétaire Général

Jean-Michel BIEGARDPAX

Annexe 1 : Localisation de la zone d'affouillement du Port Médoc



Annexe 2 : localisation de la zone d'influence du rejet des sédiments

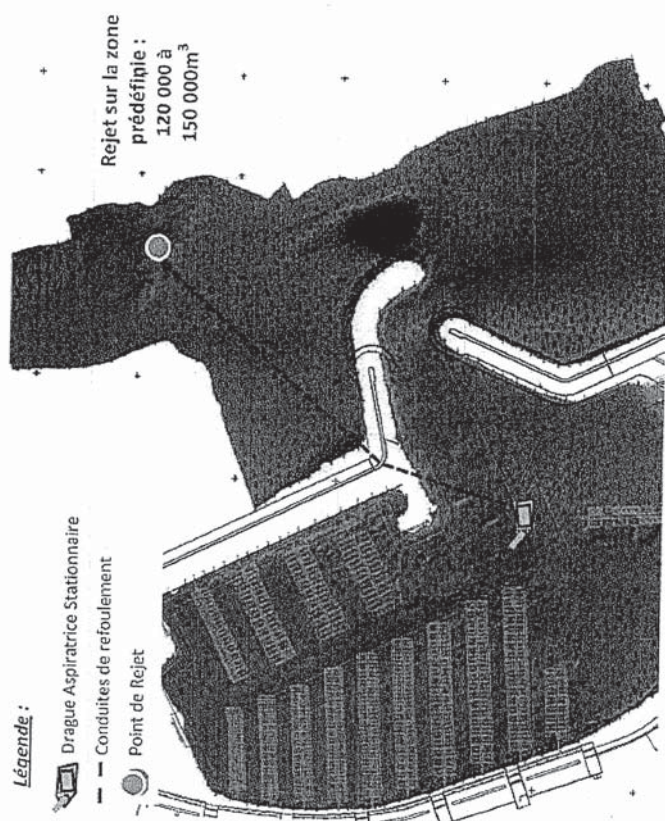


Figure 1 : Présentation des travaux de dragage



PRÉFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME

La Rochelle, le 16 SEP. 2005

DÉLÉGATION
INTERSERVICES
DE L'EAU

ARRETE n° 05-62 DISE DDE
Valant récépissé de déclaration et fixant les
prescriptions techniques particulières relatives aux
opérations de dragage et rejet du port de Royan

DDIE/SM/CQEL 17
Réf : Royan0071801récép.doc

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 210-1 à L. 214-16 ;

VU le décret n°93-742 du 29 mars 1993 modifié par le décret n°2001-1257 du 21 décembre 2001 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues aux articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié par le décret n°2001-1257 du 21 décembre 2001 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté du 23 février 2001 fixant les prescriptions générales applicables aux travaux de dragage et rejet afférent soumis à déclaration et relevant de la rubrique 3.4.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Adour-Garonne approuvé en date du 6 août 1998 ;

VU la lettre de mission du 28 novembre 2000 désignant le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en qualité de déléguataire interservices de l'eau ;

VU l'arrêté préfectoral n°02-1106 du 30 avril 2002 modifiant l'arrêté préfectoral n°00-3832 du 29 décembre 2000 portant constitution de la Délégation Interservices de l'Eau (DISE) ;

VU l'arrêté préfectoral n°05-1670 du 30 mai 2005 portant délégation de signature à M. Philippe BODA, délégué interservices de l'eau ;

VU la demande de la Régie du Port de Royan déposée le 25 octobre 2002, puis complétée les 29 avril 2004 et 31 mai 2005, valant déclaration de dragage d'entretien et rejet y afférent des différents bassins du port de Royan ;

VU les avis des services administratifs ;

CONSIDÉRANT que le dossier de déclaration a été jugé régulier et complet en particulier sur le contenu du document d'incidence prévu à l'article 29 du décret n°93-742 susvisé ;

SUR proposition du délégué Interservices de l'Eau de la Charente-Maritime.

ARRETE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRETE

1.1 - Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration et notification de prescriptions techniques pour :

Les dragages d'entretien et rejets y afférents du port de Royan tels que définis au dossier établi en octobre 2002, complété en avril 2004 et mai 2005 (dossier Erea).

Ces travaux seront réalisés pour le compte de la Régie du Port de Royan - I, quai de la vieille jetée - 17 200 ROYAN - nommée ci-après « le déclarant ».

Le service police de l'eau est la Direction Départementale de l'Équipement - Service Maritime - Cellule Qualité des Eaux Littorales (CQEL).

1.2 - Consistance des travaux :

Les travaux faisant l'objet de la présente demande comprennent le dragage hydraulique (dragage aspiratrice modulaire à pompe immergée) des zones suivantes et rejet simultané en mer, pour un volume annuel maximum dragué de 140 000 m³ :

- o Port de Pêche,
- o Ancien Bassin de Plaisance,
- o Nouveau Bassin de Plaisance.

Les sédiments sont rejetés en mer par le biais d'un émissaire ensouillé à la position (système géodésique Européen Compensé - ED50) :

45°37'004 N / 01°19'69 W

Ces rejets s'opèrent face à la conche de Foncillon, à une distance de 200 m de la digue d'apportage du bac.

L'émissaire sera matérialisé par une balise flottante .

1.3 - Les travaux susvisés rentrent dans la rubrique :

3.4.0. Dragage et/ou rejet y afférent en milieu marin ou estuarien jusqu'au front de salinité :

3°- dont la teneur des sédiments extraits est inférieure ou égale au niveau N1 pour l'ensemble des éléments qui y figurent,

b- et dont le volume in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 5 000 m³ sur la façade Atlantique-Manche-mer du Nord mais inférieur à 500 000 m³, ou le rejet est situé à moins d'1 km d'une zone conchylicole ou de cultures marines.....**Déclaration.**

de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 pris en application des articles L 214-1 et L 214-6 du Code de l'environnement.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA CHARENTE-MARITIME

RECEPISSE de DECLARATION

Concernant la Régie du Port de Plaisance de Royan

Commune de Royan

Dossier n° 17 – 2014 – 00038

La Préfète de la Charente-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment le livre II ;
VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU l'arrêté n° NOR : DEV00927282A du 18 novembre 2009 approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement de Gestion des Eaux du Bassin Loire-Bretagne ;
VU l'arrêté préfectoral n°11-3812 bis du 30 décembre 2011 portant constitution de la délégation Interservices de l'Eau et de la Nature ;
VU l'arrêté préfectoral n°12-1459 donnant délégation de signature à M. Raynald VALLEE en sa qualité de Délégué Interservices de l'Eau et de la Nature du 14 juin 2012 ;
VU l'arrêté préfectoral n°13-2566 modifiant l'arrêté préfectoral n°12-1459 du 14 juin 2012 donnant délégation de signature à M. Raynald VALLEE en sa qualité de Délégué Interservices de l'Eau et de la Nature du 18 octobre 2013 ;
VU la déclaration au titre de l'article L 214-3 du Code de l'environnement reçue le 18/04/2014, présentée par la Régie du Port de Plaisance de Royan, enregistrée sous le n°17-2014-00038 et relative à la réalisation du dragage d'entretien et gestion des sédiments – Plan de Gestion Environnementale Portuaire sur la commune de Royan ;

donne récépissé à :

RÉGIE DU PORT DE PLAISANCE
Quai de la Vieille jetée – 17201 Royan Cedex

de sa déclaration concernant : la réalisation du dragage d'entretien et gestion des sédiments – Plan de Gestion Environnementale Portuaire dont la réalisation est prévue sur la commune de Royan.

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 18/06/2014 INCLUS, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet, conformément à l'article R 214-35 du Code de l'environnement.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du Code de l'environnement. Les rubriques concernées du tableau de l'article R 214-1 du Code de l'environnement sont les suivantes :

N° de la Rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime applicable	Arrêté de prescriptions générales
4.1.3.0.	Dragage et / ou rejet y afférent en milieu marin :		09/08/06

I-dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence N2 pour l'un au moins des éléments qui y figurent (A) ;	DECLARATION
2-dont la teneur des sédiments extraits est comprise entre les niveaux de référence N1 et N2 pour l'un des éléments qui y figurent :	
a) et, sur la façade métropolitaine Atlantique-Manche-mer du Nord et lorsque le rejet est situé à 1 kilomètre ou plus d'une zone conchylicole ou de cultures marines : I.-dont le volume maximal in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 50 000 m3 (A) ; II.-dont le volume maximal in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est inférieur à 50 000 m3 (D) ; b) et, sur les autres façades ou lorsque le rejet est situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de cultures marines : I.-dont le volume maximal in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 5 000 m3 (A) ; II.-dont le volume maximal in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est inférieur à 5 000 m3 (D) ;	
3-dont la teneur des sédiments extraits est inférieure ou égale au niveau de référence N1 pour l'ensemble des éléments qui y figurent : à Mornac-Sur-Seudre a) et dont le volume in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 500 000 m3 (A) ; b) et dont le volume in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 5 000 m3 sur la façade Atlantique-Manche-mer du Nord et à 500 m3 ailleurs ou lorsque le rejet est situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de cultures marines, mais inférieur à 500 000 m3 (D).	
L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à dix ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir. Les rejets afférents aux dragages donnant lieu à des opérations d'immersions et dont les paramètres sont inférieurs aux seuils d'autorisation sont soumis à déclaration.	

Durant le délai d'instruction, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de Royan où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Charente-Maritime durant une période d'au moins six mois.



PREFET DE LA GIRONDE

Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Gironde

Service de l'Eau et de la Nature
Unité Police de l'Eau et Milieux Aquatiques

ARRETE SEN/2013/02/25/18

Arrêté préfectoral portant prescriptions spécifiques à déclaration
en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement,
relatif à des travaux de dragage dans le cadre de l'entretien du port de plaisance
de PAUILLAC

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;
VU le décret n°74-494 du 17 mai 1974 portant publication de la Convention d'Oslo du 15 février 1972 pour la prévention de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs ;
VU l'arrêté du 23 février 2001 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux travaux de dragage et rejet y afférent soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 4.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;
VU l'arrêté du 9 août 2006 modifié relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 3.2.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;
VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne, approuvé le 1er décembre 2009 ;
VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement considéré complet en date du 22 janvier 2013, présenté par la Société d'Economie Mixte Maison du Tourisme et du Vin (SEM MTV) de Pauillac, enregistré sous le n° 33-2013-00006 et relatif à des travaux de dragage dans le cadre de l'entretien du port de plaisance de PAUILLAC ;
VU l'avis du Grand Port Maritime de Bordeaux en date du 29 août 2012 ;
VU l'avis de l'IRSTEA en date du 15/02/2013 ;
VU l'avis de la SEM MTV en date du 23/02/2013 concernant le projet d'arrêté portant prescriptions spécifiques ;
CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

Cité Administrative - B.P. 90 - 33090 BORDEAUX CEDEX

DÉCOUVREZ LA NOUVELLE ORGANISATION DE L'ÉTAT EN GIRONDE SUR WWW.GIRONDE.GOUV.FR

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif conformément à l'article R. 514-3-I. - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4 (décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2) :
« - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service » ;
« - par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ».

En application de l'article R. 214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du service de police de l'eau qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du Code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

à LA ROCHELLE, le 28 AVR. 2014

Pour la Préfète et par délégation,
Le Délégué Interservices de l'Eau et de la Nature

Raynald VALLEE

CONSIDERANT que les matériaux à extraire ne présentent pas de contamination significative de nature à les rendre impropres à l'immersion ;

CONSIDERANT que l'opération projetée ne révèle aucun impact significatif sur les milieux aquatiques ou les usages sur le site et à proximité du site ;

SUR PROPOSITION du chef du Service de l'Eau et de la Nature,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Objet de la déclaration

La Société d'Economie Mixte Maison du Tourisme et du Vin de Pauillac est autorisée, au titre de la loi sur l'eau, en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser les travaux de dragage et de rejet afférent dans le cadre de l'entretien du port de plaisance de Pauillac.

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

La rubrique définie au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernée par cette opération est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Volume de l'opération	Régime	Arrêté de prescriptions générales
4.1.3.0	Dragage et/ou rejet y afférent en milieu marin : 3- Dont la teneur des sédiments extraits est inférieure ou égale au niveau de référence N1 pour l'ensemble des éléments qui y figurent : a) Et dont le volume in situ dragué au cours de 12 mois consécutifs est supérieur ou égal à 5000m³ (...), mais inférieur à 50000m³.	45000m³	Déclaration	Arrêté ministériel du 23/02/2001

ARTICLE 2 : Prescriptions générales

Le permissionnaire doit s'assurer du respect des prescriptions générales définies dans l'arrêté dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus, et qui est joint au présent arrêté.

ARTICLE 3 : Prescriptions spécifiques

Article 3-1 : Modalités des opérations de dragage et rejet des matériaux extraits :

Les sédiments sont aspirés et désagregés par une drague équipée d'une pompe aspirante et d'un cutter désagregateur, puis refoulés à l'extérieur du port par une conduite de 200mm de diamètre.

Le moteur principal de la drague, d'une puissance de 182CV, entraîne la pompe de dragage et les accessoires hydrauliques. Le déplacement de la drague est réalisé par câble de papillonage.

Article 3-2 : Zone de dragage :

La zone de dragage correspond au chenal d'accès aux pontons, à l'intérieur du port de plaisance.

Il s'agit d'une bande de 30 mètres de large, du sud au nord du port, l'axe de cette bande étant repéré par les coordonnées suivantes, exprimées en Lambert 98 :

- au sud du port : position X 406 179 - Y 646 2315
- au nord du port : position X 406148 - Y 646 2404

Ces points sont représentés sur le plan joint en annexe 1 du présent arrêté.

Article 3-3 : Sédiments extraits :

Le volume de sédiments extraits ne doit en aucun cas dépasser 50000m³ sur une période de douze mois consécutifs.

L'analyse des sédiments doit être effectuée avant chaque opération de dragage, excepté dans le cas où des analyses ont été réalisées depuis moins de cinq ans.

La qualité des sédiments extraits doit rester inférieure au niveau N1 défini par l'arrêté susvisé du 9 août 2006, dans la limite des règles de tolérance qu'il prévoit dans son article 2.

Article 3-4 : Rejet des matériaux extraits :

Les sédiments extraits sont rejetés à l'extérieur du port, via la conduite de refoulement de la drague, par trois ouvertures situées le long de la jetée EST du port de plaisance, à la côte +4 mètres.

Article 3-5 : Périodes de réalisation des opérations :

Afin de favoriser la dispersion des sédiments et leur évacuation vers la mer, il est recommandé, tant que possible, de réaliser les travaux, notamment la phase de rejet, en phase descendante de la marée et par des coefficients de marée supérieurs à 75.

Par ailleurs, afin de réduire les risques d'hypoxie qui pourraient être engendrés par une augmentation importante et subite de la turbidité lors de l'immersion, les opérations ne devront pas avoir lieu lorsque la température de l'eau est supérieure à 23°C.

Article 3-6 : Suivi de l'opération :

Huit jours avant le début de l'opération de dragage, le déclarant en informe le service en charge de la police de l'eau.

Chaque jour de chantier, le déclarant s'assure de l'enregistrement des paramètres justifiant de la bonne exécution des travaux : date, heure de début et de fin de dragage, position de la drague, heures des marées, volume extrait, déchets éventuels retirés, observations utiles diverses.

Les matériaux de type blocs, ferrailles, macro déchets et épaves qui seraient trouvés à l'occasion des travaux de dragage seront évacués et éliminés à terre selon la réglementation en vigueur.

Le déclarant signale dès que possible, au service de police de l'eau tout incident de fonctionnement des installations ou tout déversement important susceptibles d'avoir un impact sur le milieu naturel.

A la fin du chantier, le déclarant adresse au service de police de l'eau une note de synthèse sur le déroulement de l'opération.

Article 3-7 : Suivi du milieu :

Un suivi annuel du milieu récepteur doit être réalisé, comportant a minima :

- une bathymétrie de la zone de rejet et de ses alentours
- un suivi des peuplements benthiques

Les résultats de ces analyses, ainsi que les relevés effectués par la station MAREL située sur la halte nautique à l'extérieur du port de plaisance de Pauillac, sont adressés chaque année, à la fin de la campagne de dragage, au service de police de l'eau.

ARTICLE 4 : Modifications des prescriptions

Si le permissionnaire veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'opération, il en fait la demande au préfet, qui statue le cas échéant par arrêté. Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

ARTICLE 5 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration et des compléments fournis au dossier non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement

notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doivent être portées avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration, ou le dépôt d'un dossier d'autorisation suivant les seuils de la nomenclature définie à l'article R214-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 8 : Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de PAULLAC pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Gironde durant une durée d'au moins 6 mois.

ARTICLE 9 : Voies et délais de recours

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois par le permissionnaire ou l'exploitant à compter de la notification de la décision et dans un délai d'un an par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs regroupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 10 : Exécution

- Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
- Monsieur le maire de la commune de Paullac,
- Monsieur le directeur départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le 25 FEV. 2013

Pour le Préfet
Pour le directeur départemental
des Territoires et de la Mer, et par délégation,
L'Adjoint au Chef du Service Nature, Eau
et Climat

Jean-Louis MAYONNADE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE PRÉFET DE LA CHARENTE-MARITIME

RECEPISSE de DECLARATION

Concernant le SIVU d'ENTRETIEN DES PORTS ET CHENAUX

Commune de Mortagne Sur Gironde

Dossier n° 17 - 2010 - 00042

Le Préfet de la Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment le livre II ;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU l'arrêté préfectoral n° 10-745 portant constitution de la Délégation Interservices de l'Eau du 24 mars 2010 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 10-746 portant délégation de signature à M. Gilles Servanton en sa qualité de Délégué Interservices de l'Eau du 24 mars 2010 ;
VU la déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçue le 12 mai 2010, présentée par le SIVU d'entretien des ports et chenaux, enregistrée sous le n°17-2010-00042 et relative à la réalisation d'un dévasage de six ports,

donne récépissé au :

SIVU D'ENTRETIEN DES PORTS ET CHENAUX
Mairie de Mortagne
17120 MORTAGNE SUR GIRONDE

de sa déclaration concernant : un dévasage dont la réalisation est prévue sur les ports :
- de Talmont Sur Gironde - des Monards à Barzan - de Saint-Seurin d'Uzet à Chenac
- de Mortagne Sur Gironde - de Maubert à Saint-Fort Sur Gironde - de Meschers Sur Gironde.

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 12 juillet 2010 INCLUS, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet, conformément à l'article R.214-35 du code de l'environnement.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées du tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

N° de la Rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime applicable
4.1.3.0	Dragage et/ou rejet y afférent en milieu marin : 1 - Dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence N2 pour l'un au moins des éléments qui y figurent ; Autorisation. 2 - Dont la teneur des sédiments extraits est comprise entre les niveaux de référence N1 et N2 pour l'un des éléments qui y figurent : a) Et, sur la façade métropolitaine Atlantique-Manche-mer du Nord et lorsque le rejet est situé à 1 kilomètre ou plus d'une zone conchylicole ou de cultures marines :	

I - Dont le volume maximal in situ dragué au cours de 12 mois consécutifs est supérieur ou égal à 50 000 m ³ ; Autorisation.	DECLARATION
II - Dont le volume maximal in situ dragué au cours de 12 mois consécutifs est inférieur à 50 000 m ³ ; Déclaration.	
b) Et, sur les autres façades ou lorsque le rejet est situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de cultures marines :	
I - Dont le volume maximal in situ dragué au cours de 12 mois consécutifs est supérieur ou égal à 5 000 m ³ ; Autorisation.	
II - Dont le volume maximal in situ dragué au cours de 12 mois consécutifs est inférieur à 5 000 m ³ ; Déclaration.	
3 - Dont la teneur des sédiments extraits est inférieure ou égale au niveau de référence N1 pour l'ensemble des éléments qui y figurent :	
a) Et dont le volume in situ dragué au cours de 12 mois consécutifs est supérieur ou égal à 500 000 m ³ ; Autorisation.	
b) Et dont le volume in situ dragué au cours de 12 mois consécutifs est supérieur ou égal à 5 000 m ³ sur la façade Atlantique-Manche-mer du Nord et à 500 m ³ ailleurs ou lorsque le rejet est situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de cultures marines, mais inférieur à 500 000 m ³ ; Déclaration.	
L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir.	
Les rejets afférents aux dragages donnant lieu à des opérations d'immersions et dont les paramètres sont inférieurs aux seuils d'autorisation sont soumis à déclaration.	

Durant le délai d'instruction, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de Talmont Sur Gironde, de Barzan, de Chenac Saint-Seurin d'Uzet, de Mortagne Sur Gironde, de Saint-Fort Sur Gironde et de Meschers Sur Gironde où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Charente-Maritime durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre ans dans les conditions définies à l'article R421-1 du code de justice administrative à compter de la date d'affichage à la mairie de la commune de Talmont Sur Gironde, de Barzan, de Chenac Saint-Seurin d'Uzet, de Mortagne Sur Gironde, de Saint-Fort Sur Gironde et de Meschers Sur Gironde.

En application de l'article R 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du service de police de l'eau qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

à LA ROCHELLE le 26 MAI 2010

Pour le Préfet,
Le délégué Interservices de l'Eau

ANNEXE 3 – GRILLE DE LECTURE INDICATIVE DE LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE SUR SEDIMENT

Tableau 9 – Grille de lecture de la qualité bactériologique sur sédiment

NOMBRE D'E. COLI POUR 10 G DE SEDIMENT	QUALITE	CLASSE
0 – 10	Bonne	1
10 – 100	Médiocre	2
100 – 1000	Mauvaise	3
> 1000	Très mauvaise	4

ANNEXE 4 – SYNTHÈSE DE LA QUALITÉ DES SEDIMENTS DISPONIBLE POUR LES PETITS PORTS DE L'ESTAIRES

ANNEXE 5 – CIRCULAIRE DRAGAGE DE JUIN 2000

**Circulaire n°2000-62 du 14 juin 2000 relative aux conditions d'utilisation
du référentiel de qualité des sédiments marins ou estuariens
présents en milieu naturel ou portuaire
défini par arrêté interministériel**

1. Objet de la circulaire

L'objet est d'explicitier auprès des services de l'Etat et de ses établissements publics les conditions d'utilisation du référentiel de qualité défini par l'arrêté interministériel du 14 Juin 2000 relatif aux niveaux de référence à prendre en compte lors d'une analyse de sédiments marins ou estuariens présents en milieu naturel ou portuaire (J.O. du 10 Août 2000).

Ce référentiel commun doit permettre,

- d'une part, d'harmoniser les interventions des services chargés du contrôle de la qualité de l'eau
- et, d'autre part, de fournir des éléments de référence clairs permettant aux maîtres d'ouvrage d'optimiser leurs projets, notamment leurs opérations de dragage.

2. Présentation du référentiel de qualité

L'arrêté interministériel du 14 Juin 2000 relatif aux niveaux de référence à prendre en compte lors d'une analyse de sédiments marins ou estuariens présents en milieu naturel ou portuaire reprend les seuils définis à l'issue d'études menées dans le cadre du groupe de travail GEODE qui réunit des opérationnels de la réalisation de projets et du contrôle de la qualité de l'eau, des experts scientifiques ainsi que des experts des ministères principalement concernés (Équipement, Environnement, Défense).

Ces seuils caractérisent la qualité chimique du matériau et contribuent à déterminer, le cas échéant, la démarche à retenir en termes d'études et de solutions techniques en fonction de la concentration au sein d'un matériau prélevé de diverses substances mentionnées aux tableaux I et II de l'arrêté.

Pour chaque substance, sélectionnée en fonction des connaissances et de sa représentativité en matière de potentiel d'impact sur le milieu naturel dans le cas de sédiments dragués destinés à être immergés, deux seuils ont été définis correspondant à des niveaux de potentiel d'impact croissant sur un même milieu.

3. Conditions d'utilisation des seuils

Ces seuils constituent des points de repère permettant de mieux apprécier l'incidence que peut avoir l'opération projetée.

Ainsi, au-dessous du niveau N1, l'impact potentiel est en principe jugé d'emblée neutre ou négligeable, les teneurs étant « normales » ou comparables au bruit de fond environnemental. Toutefois, dans certains cas exceptionnels, un approfondissement de certaines données peut s'avérer utile.

Entre le niveau N1 et le niveau N2, une investigation complémentaire peut s'avérer nécessaire en fonction du projet considéré et du degré de dépassement du niveau N1. Ainsi une mesure, dépassant légèrement le niveau N1 sur seulement un ou quelques échantillons analysés, ne nécessite pas de complément sauf raison particulière (par exemple toxicité de l'élément considéré: Cd, Hg,...).

De façon générale, l'investigation complémentaire doit être proportionnée à l'importance de l'opération envisagée. Elle peut porter, pour les substances concernées, sur des mesures complémentaires et/ou des estimations de sensibilité du milieu. Toutefois, le coût et les délais en résultant doivent rester proportionnés au coût du projet et le maître d'ouvrage doit intégrer les délais de réalisation des analyses dans son propre calendrier.

Au-delà du niveau N2, une investigation complémentaire est généralement nécessaire car des indices notables laissent présager un impact potentiel négatif de l'opération. Il faut alors mener une étude spécifique portant sur la sensibilité du milieu aux substances concernées, avec au moins un test d'éco-toxicité globale du sédiment, une évaluation de l'impact prévisible sur le milieu et, le cas échéant, affiner le maillage des prélèvements sur la zone concernée (afin, par exemple, de délimiter le secteur plus particulièrement concerné). En fonction des résultats, le maître d'ouvrage pourra étudier des solutions alternatives pour réaliser le dragage, ou des phases de réalisation (ex : réduire le dragage en période de reproduction ou d'alevinage de certaines espèces rares très sensibles).

4. Evaluation - actualisation

Dans ce domaine pour lequel la doctrine technique et scientifique est en phase d'élaboration, il convient de conserver une relative souplesse.

Aussi les conditions d'utilisation des seuils définies dans cette circulaire feront l'objet d'évaluations, sous l'égide de la Direction de l'Eau et de la Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral. Ceci permettra d'adapter, le cas échéant, sur la base des progrès réalisés en matière de connaissances techniques et scientifiques, les éléments méthodologiques et techniques exposés dans la présente circulaire.

Les niveaux de référence, fixés par l'arrêté interministériel, seront aussi, le cas échéant, actualisés et complétés en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques et techniques, ainsi éventuellement que la liste des éléments et composés traces.

5. Instructions générales d'échantillonnage et d'analyse des sédiments

Cette partie a pour objet de décrire un cadre opératoire de référence permettant d'organiser puis d'affiner, le cas échéant, une analyse de sédiments. Ces instructions s'inspirent notamment, pour les sédiments destinés à l'immersion, des lignes directrices sur la gestion des activités de dragage adoptées dans le cadre de la convention d'OSPAR du 22 septembre 1992. Elles ont été élaborées en vue de l'évaluation des effets potentiels sur le milieu, entrant dans le cadre des études préalables à toute opération d'élimination de déblais de dragage. Elles devront être prises en compte lors de la définition des programmes de surveillance de l'environnement.

Les prélèvements et analyses visent à fournir une image représentative du site en exploitant au mieux les données recueillies. La connaissance du site est cumulative: les recueils de données successifs doivent

permettre au cours des années de fournir une meilleure connaissance du site et de vérifier son évolution éventuelle. Le maître d'ouvrage pourra ainsi disposer d'outils :

- nécessaires à une politique d'ajustement des techniques et modalités de dragage
- pour, le cas échéant, prendre ou proposer les mesures visant à réduire les sources de contaminations.

La méthode de caractérisation adoptée comporte 3 phases.

Phase I : Propriétés physiques.

Dans tous les cas, les renseignements relatifs aux propriétés physiques doivent être déterminés car ces dernières permettent de connaître le comportement des sédiments pendant les opérations de dragage et d'élimination des matériaux, et de savoir si des analyses chimiques et/ou biologiques sont nécessaires.

Hormis la quantité de matériaux à éliminer, il est nécessaire de déterminer les éléments suivants :

- granulométrie (% sable, vase, argile), au minimum jusqu'à 63 microns et, dans la mesure du possible, quantification de la teneur inférieure à 2 microns.
- % de matières sèches,
- densité,
- teneur en Al, sur la fraction inférieure à 2 mm
- matière organique exprimée sous forme de carbone organique total (COT), sur la fraction inférieure à 2 mm

Au vu de ces résultats, les matériaux de dragage sont susceptibles d'être exemptés des autres phases d'analyses s'ils satisfont à l'un des critères stipulés ci-dessous :

- ils sont composés de matériaux géologiques jusqu'alors intacts, ou
- ils sont presque exclusivement composés de sable, gravier ou roche; ou
- le milieu dans lequel ils se trouvent se caractérise par l'absence de sources appréciables de pollution, ce qui doit être étayé par des analyses de micropolluants datant de moins de 3 ans.

Les matériaux de dragage ne répondant pas à l'un de ces critères doivent faire l'objet d'une caractérisation plus poussée, afin de pouvoir apprécier leurs effets potentiels sur le milieu marin. Dans le cas d'un dépôt à terre, la caractérisation des phases II et III devra être adaptée.

Phase II : Propriétés chimiques

Cette phase doit être réalisée dès lors que les matériaux ne répondent pas aux critères d'exemption.

Substances polluantes

On trouvera ci-après la liste détaillée des substances qu'il est nécessaire de doser lors d'une étude préalable.

- Les éléments traces suivants seront systématiquement analysés sur la fraction inférieure à 2 mm :

Arsenic (As)	Chrome (Cr)	Mercurie (Hg)	Plomb (Pb)
Cadmium (Cd)	Cuivre (Cu)	Nickel (Ni)	Zinc (Zn)

- Il convient par ailleurs de doser les composés organiques/organométalliques suivants sur la même fraction:

congénères des polychlorobiphényles suivants: 28, 52, 101, 118, 138, 153 et 180.

hydrocarbures aromatiques polycycliques individuels (HAP):

naphthalène,	acénaphthylène,	acénaphthène
fluorène,	phenanthrène,	anthracène,
fluoranthène,	pyrène,	benzo(a)anthracène,
chrysène,	benzo(b)fluoranthène,	benzo(k)fluoranthène,
benzo(a)pyrène,	dibenzo(ah)anthracène,	benzo(ghi)peryène
indéno (123-cd)pyrène		

tributylétain et produits de sa dégradation.

Cependant, le dosage des PCB (polychlorobiphényles), des HAP ainsi que des composés de tributylétain et des produits de leur dégradation n'est pas nécessaire si des études de moins de 3 ans suffisent à prouver qu'il n'y a pas de contamination ou qu'il n'y a pas de sources significatives (ponctuelles ou diffuses) de contamination ni d'apports historiques, que les sédiments sont pour l'essentiel grossiers, et que la teneur en carbone organique total est faible.

Selon les informations disponibles sur les sources de contamination (sources ponctuelles ou diffuses), ou sur les apports historiques, d'autres paramètres sont susceptibles de devoir être mesurés, comme par exemple d'autres chlorobiphényles, des pesticides organochlorés ou organophosphorés, d'autres agents antiallures, radio activité....

Les contaminants organiques à doser seront sélectionnés parmi les listes existantes de substances prioritaires, telles que celles d'OSPAR et de l'Union Européenne.

Enfin et selon le cas, il peut s'avérer intéressant d'évaluer la présence de nutriments et la qualité bactériologique des matériaux.

Nutriments

Le dosage de N et P sera effectué si les matériaux sont déversés dans des zones sensibles à l'eutrophisation.

Microbiologie

Le dénombrement des germes témoins de contamination fécale sera effectué si les matériaux extraits sont susceptibles de porter atteinte à la salubrité des zones conchylicoles, de cultures marines ou de baignade.

Par ailleurs, il arrive, lors d'un renouvellement d'autorisation par exemple, que l'on dispose d'ores et déjà de renseignements suffisants pour pouvoir procéder à une caractérisation chimique. En pareil cas, il se peut qu'il ne soit pas nécessaire de mesurer de nouveau les effets potentiels de matériaux analogues, sous réserve que ces informations soient fiables, qu'elles aient été obtenues lors des 3 dernières années et que le contexte local, notamment en matière d'apports contaminants, n'ait pas été substantiellement modifié.

Phase III : Caractérisation biologique

Dans certain cas de dépassement du niveau N2, les impacts potentiels du matériau de dragage devant être immergé peuvent justifier des caractérisations biologiques en complément de la caractérisation chimique et physique.

Les analyses biologiques, adaptées au degré de contamination des matériaux à draguer, porteront notamment sur des espèces représentatives et considérées comme présentant une sensibilité suffisante, et devraient permettre de déterminer, en tant que de besoin, la toxicité aiguë et chronique, et le potentiel de bio-accumulation.

Le choix des méthodes d'analyse biologique portera de préférence sur des méthodes existantes normalisées et validées.

Ces analyses peuvent utilement être complétées par des observations des communautés benthiques sur le terrain.

Renseignements complémentaires

Le fait que des renseignements complémentaires soient nécessaires ou non dépend des conditions locales, ces renseignements pouvant cependant constituer un élément essentiel de la décision de gestion. Il peut s'agir par exemple: du potentiel redox, de la demande en oxygène des sédiments, du fer, du manganèse, de la minéralogie ou de paramètres destinés à normaliser les données des contaminants. Il convient aussi le cas échéant de considérer les modifications chimiques ou biologiques que les contaminants sont susceptibles de subir après l'élimination en mer.

Fiche bilan

Une fiche bilan présentée en annexe doit être renseignée par le maître d'ouvrage à la fin de chaque campagne. Ce document est adressé au service chargé de la police de l'eau qui le transmet à la Direction du Transport Maritime des Ports et du Littoral afin d'alimenter des bases de données statistiques et permettre au gouvernement de répondre aux obligations qui incombent aux pays signataires des conventions OSPAR et de Barcelone

Texte abrogé

La présente circulaire et ses instructions techniques portant sur le prélèvement et l'analyse des déblais de dragages abroge et remplace l'instruction technique du 24 Mars 1988 portant sur le prélèvement et l'analyse des déblais de dragages.

La ministre de l'aménagement du territoire
et de l'environnement,

Le ministre de l'équipement,
des transports et du logement,

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de l'eau,

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du transport maritime,
des ports et du littoral,

Signé
B. Baudot

Signé
C. Gressier



INSTRUCTIONS TECHNIQUES PORTANT SUR LE PRELEVEMENT ET L'ANALYSE DES DEBLAIS

DE DRAGAGE

(Abroge la Directive du 24/3/1988)

1 ECHANTILLONNAGE

1/ Responsables des Programmes

Le plan d'échantillonnage et les prélèvements des matériaux dragués sont effectués sous la responsabilité du maître d'ouvrage de l'opération. Le plan d'échantillonnage devant être déterminé en concertation avec le service chargé de la police de l'eau.

2/ Maillage des prélèvements

a/ La composition physique des échantillons, et par conséquent leurs propriétés chimiques et physiques, peut être fortement influencée par le choix des points d'échantillonnage, par la méthode d'échantillonnage et par la manipulation des échantillons. Ces influences éventuelles seront prises en considération lors de l'appréciation des données. Le maillage et la fréquence des prélèvements doivent répondre à un compromis permettant d'acquérir une connaissance satisfaisante des matériaux sans que la contrainte financière ou logistique ne devienne insupportable. On procédera à une étude in situ de la zone à draguer. La distribution et la profondeur de l'échantillonnage doivent refléter l'importance de la zone à draguer, le volume à draguer et la variabilité probable dans la distribution horizontale et verticale des contaminants. On prélèvera des carottes là où la profondeur du dragage et où la distribution verticale probable des contaminants le justifient, faite de quoi un prélèvement par benne preneuse ou plongeur est considéré comme adapté. Un échantillonnage à partir d'un puits de dragage est déconseillé.

b/ On parle ici d'échantillons analysés. Chaque analyse doit en principe être réalisée sur chaque échantillon prélevé. Toutefois si les sédiments sont homogènes il est possible d'effectuer les analyses des échantillons moyens obtenus à partir de 3 échantillons élémentaires prélevés d'une façon représentative de la zone considérée (voir fiche technique).

Des fractions aliquotes des échantillons élémentaires constitutifs des échantillons moyens doivent être conservées dans l'éventualité où de nouvelles analyses s'avèreraient nécessaires

c/ Les études antérieures ont montré qu'il existait de très nettes différences entre les résultats des analyses correspondant à des prélèvements effectués en chenal et en bassin fermé. Il est nécessaire de tenir compte de cet état de fait dans l'échantillonnage (maillage) et l'analyse de matériaux provenant de ces milieux.

Il est nécessaire de faire une distinction entre :

* Zones à échanges libres :

Pour ces zones, caractérisées par des échanges importants de masse d'eau dus à de forts courants et/ou à une agitation importante du plan d'eau (houle...), il a été convenu d'adopter la démarche suivante :

Volumes dragués en place (m ³)	Nombre de stations à prélever	Nombre d'échantillons à analyser (pour matériaux hétérogènes)	Nombre d'échantillons à analyser (pour matériaux homogènes)
< 25.000 m ³	3	3	1
25.000 ≤ < 100.000 m ³	4 - 6	4-6	2-3
100.000 ≤ < 500.000 m ³	7 - 15	7-15	3-5
500.000 ≤ < 2000.000 m ³	16 - 30	16-30	6-10
≥ 2.000.000 m ³	10 de plus par million de m ³ supplémentaire	10 de plus par million de m ³ supplémentaire	4 de plus par million de m ³ supplémentaire

Le nombre d'échantillons analysés correspond à des volumes dragués dans des conditions homogènes de site, de période et de chantier.

Les volumes dragués sont appréciés in-situ.

* Zones confinées

Ces zones sont caractérisées par un faible renouvellement des masses d'eau. Entrent souvent dans cette catégorie les bassins portuaires fermés soumis à des apports (industriels, urbains, ...).

Les analyses seront effectuées selon les modalités suivantes :

Volume à draguer	Nombre d'échantillons à analyser
< 5000 m ³	1
5.000 ≤ < 25.000 m ³	1 par 5.000 m ³
25.000 ≤ < 100.000 m ³	5 plus 1 par 25.000 m ³
≥ 100.000 m ³	8 plus 1 par 50.000 m ³

* Ports de plaisance

Pour les ports de plaisance, il est tenu compte soit du volume à draguer défini pour les zones confinées, soit de la capacité d'accueil selon les modalités suivantes :

Capacité d'accueil	Nombre d'échantillons à analyser
<100 bateaux	1
100 ≤ <500 bateaux	2
500 ≤ < 1.000 bateaux	3
500 ≤ < 1.000 bateaux	4
≥ 1.000 bateaux	5

Le nombre d'échantillons à analyser correspond au critère le plus contraignant entre capacité d'accueil et volume à extraire.

3/ Méthodes de prélèvement

Il s'avère nécessaire d'opérer une distinction entre :

Travaux neufs :

Les analyses sont effectuées sur chaque grand faciès de carottes prélevées pour l'étude géotechnique (à l'exception des faciès graveleux).

Dragages d'entretien :

Le prélèvement est effectué avant le début des travaux de façon à évaluer les risques potentiellement induits par les sédiments. Il sera réalisé in situ à l'aide d'une benne à main, par un plongeur,
Toutesfois, les techniques de carottage peuvent être utilisées en tant que de besoin.

4/ Conditionnement, transport et conservation des échantillons

Les techniques généralement convenables pour le conditionnement et la conservation des échantillons doivent s'appuyer sur:

- les normes existantes au fur et à mesure de leur publication par transposition des textes ISO série 5667,
- les différents guides techniques existants (CEMAGREF, AGENCES DE L'EAU...),
- les fiches techniques du REFOM d'Octobre 1997,

dans l'attente d'une reconnaissance officielle de compétence à travers une accréditation selon la norme NF EN 45001 (l'élaboration d'un document COFRAC est en projet).

Toute précaution doit être prise pour éviter les contaminations des échantillons prélevés. L'absence de contamination doit être vérifiée aux différents stades de traitement des échantillons.

Pour les carottes, il faut conserver séparément chaque grand faciès.

2 ANALYSES

1/ Laboratoires devant réaliser les analyses

Seuls peuvent effectuer les analyses les laboratoires agréés pour ce type de matériau par le Ministère chargé de l'Environnement selon les modalités définies par l'arrêté du 12 novembre 1998 pour les analyses effectuées à partir du 1/1/2000.

2/ Matériaux analysés

Les analyses de éléments et composés seront effectuées sur la fraction dite totale mais limitée à la fraction inférieure à 2 mm obtenue par tamisage sur tamis ne présentant aucun risque de contamination pour l'échantillon.

3/ Analyses à effectuer

La détermination des caractéristiques des sédiments et des éléments traces inorganiques énumérés en 4a et 4b est obligatoire.
Dans un premier temps, l'analyse de composés organiques et organo-métalliques énumérés en 4c ne sera effectuée que sur un échantillon sur trois. les autres analyses ne devront être réalisées que si les résultats obtenus dépassent, soit le niveau N1 de l'arrêté quand ce niveau est défini, soit les seuils habituellement constatés quand le niveau N1 n'est pas défini.

4/ Méthodes utilisées

Un projet de programme d'accréditation N° 156 (analyse de boues et de sédiments) est en cours de validation au COFRAC. Les méthodes préconisées devront évoluer au fur et à mesure de la normalisation et de l'évolution du programme COFRAC.

Pour les méthodes non normalisées, les méthodes reconnues par la profession telles que celles d'IFREMER peuvent être utilisées (accréditation hors programme).

D'autres méthodes peuvent être utilisées sous réserve d'être validées comme le stipule l'article 4 de l'arrêté du 12 novembre 1998.

a) Caractérisation du sédiment

Nota: Les normes et projets indiqués ci-dessus sont donnés à titre indicatif en tenant compte de l'état actuel d'avancement de la normalisation en ce domaine.

COT : NF ISO 14235
NF ISO 10 694 (X31- 409)

Matière sèche: NF ISO 11 465 (X31-102)
XP X 33 002

Aluminium Mise en solution : NFX 31-147
Dosage NF EN ISO 11 885

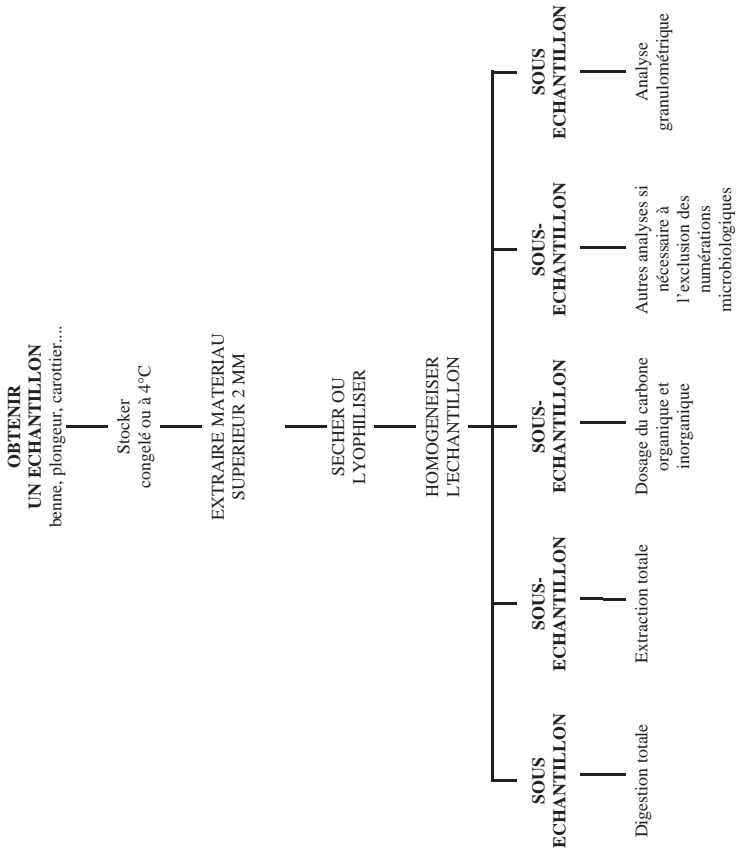
Densité Méthode à faire valider

Granulométrie Méthode à faire valider

b)Eléments traces inorganiques

Eléments à analyser	Mise en solution	Dosage
Cadmium	NFX 31-147 Pr X 33-010	NF EN ISO 5961 NF EN ISO 11 885
Chrome	NFX 31- 147 Pr X 33 010	NF EN ISO 1233 NF EN ISO 11 885
Cuivre - Nickel - Plomb	NFX 31 147 Pr X 33010	FDT 90 112 ou FDT 90119 NF EN ISO 11 885
Zinc	NFX 31 147 Pr X 33-010	NF EN ISO 11885 FDT 90 112
Arsenic	Pr X 33-010	NF EN ISO 11 969
Mercur	Pr EN 308-003 Pr X 33-010 Pr EN 308-003	XPT 90 113-2 NF EN 12338 (T 90 113-3)

Tableau 1 : Stratégie typique de détermination des paramètres physiques et chimiques des sédiments marins



c) Composés traces organiques

Les Pesticides organochlorés, TBT et PCB seront recherchés.

L'analyse des PCB est basée sur la recherche des congénères.

Principaux congénères recherchés : 28,52,101,118,138,153,180

L'analyse des HAP portera sur les composés individuels suivants : naphthalène, acénaphylène, acénaphtène, fluorène, phenanthrène, anthracène, fluoranthène, pyrène, benzo(a)anthracène, chrysène, benzo(b) fluoranthène, benzo(k) fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(ah)anthracène, benzo(ghi)perylene et indéno (123-cd)pyrène

Le TBT et ses produits de dégradation, le DBT et le MBT seront recherchés.

Dans l'état actuel de la normalisation, il existe une norme NF EN ISO 6468 (T 90-120) applicable aux eaux résiduaires et un avant-projet de norme pour le dosage des PCB et HAP dans les boues.

Les laboratoires devront donc valider leur méthode en interne. A cet effet, ils pourront s'inspirer du document 1133 du COFRAC : validation d'une méthode interne.

Note importante :

Lors d'essais sur les composés-traces organiques, les méthodes d'essais, leur validation interne, les rendements d'extraction, les incertitudes analytiques, les seuils de quantification ainsi que les résultats des tests interlaboratoires doivent être tenus à disposition du maître d'ouvrage et du service chargé de la police des eaux

La limite de quantification doit être de 1µg/kg sec (au minimum).

d) Nutriments

Azote Kjeldahl NF ISO 11-261

Phosphore Pr X 33 010

Microbiologie Agrément 11 (100-2 COFRAC)

5/ Note sur l'interprétation

Dans l'état actuel de nos connaissances, l'interprétation des résultats devra être basée sur une comparaison par rapport aux seuils définis dans l'arrêté du..... relatif aux niveaux de référence à prendre en compte lors d'une analyse de sédiments marins ou estuariens présents en milieu naturel ou portuaire.

Une interprétation complémentaire pourra être envisagée:

- soit par comparaison avec des valeurs relatives aux sites eux-mêmes. Dans ce but, il appartiendra à chaque maître d'ouvrage de recueillir un ensemble de données de référence définissant les teneurs en éléments traces inorganiques et en composés-traces organiques des matériaux à l'origine, dans le temps et dans l'espace, de ceux du site considéré,
- soit par normalisation des résultats notamment par rapport à la teneur en Al ou en COT.

FICHE BILAN

Une telle fiche est à transmettre pour chaque opération au service chargé de la police de l'eau

I/ CARACTERISATION DE LA ZONE DRAGUEE

- localisation géographique (joindre plan)
- nom:
- nature de la zone : ouverte ☐ confinée ☐ port de plaisance ☐

II/ CARACTERISATION DU DRAGAGE

- nature: (entretien, approfondissement, travaux neufs, ..)
- méthode:
- date du dragage: début : fin :
- volume dragué in situ :

III/ CARACTERISATION DE LA ZONE DE REJET OU D'IMMERSION

- situation de la zone de rejet ou d'immersion
 - amont de limite de la mer ☐
 - amont ligne de base (eaux maritimes intérieures) ☐
 - aval ligne de base (eaux territoriales) ☐
- coordonnées de la zone (joindre plan): X : Y :
- Profondeur :
- Méthode: d'immersion : ☐ de rejet :
- Tonnage clapé ou rejeté (t. de matière sèche) :

IV/ PRELEVEMENT

- organisme préleveur
- numéro d'ordre et localisation des échantillons selon le plan ci-joint
- technique de prélèvement
 - benne preneuse ☐ carottier ☐ plongeur ☐
 - autre (à préciser) ☐
- nature (description visuelle) des prélèvements

V/ ANALYSE

- laboratoire ayant effectué les analyses:
- Le laboratoire devra fournir un rapport d'analyse conforme aux exigences de l'arrêté du 12/11/1998

VI/ RESULTATS A COMMUNIQUER

Paramètres	Méthodes	Echantillons					
		1	2	3	4	5	6
- Caractérisation du sédiment <ul style="list-style-type: none">% < 2mm% < 63 microns dans la fraction < 2 mm% < 2 microns dans la fraction < 2mmAl (mg/kg sec)Carbone organique total (%)Densité	-						
- Eléments traces inorganiques totaux sur fraction < 2 mm <ul style="list-style-type: none">As (mg/kg sec)Cd (mg/kg sec)Cu (mg/kg sec)Cr (mg/kg sec)Hg (mg/kg sec)Ni (mg/kg sec)Pb (mg/kg sec)Zn (mg/kg sec)							
- Eléments traces organiques sur fraction < 2 mm <ul style="list-style-type: none">PCB : Congénère N° 28(□g/kg sec)<ul style="list-style-type: none">52101118138153180							
HAP (□g/kg) <ul style="list-style-type: none">naphthalène,acénaphthylène,acénaphthènefluorène,phenanthrène,anthracène,fluoranthène,pyrène,benzo(a)anthracène,chrysène,benzo(b) fluoranthène,benzo(k)fluoranthènebenzo(a)pyrène,dibenzo(ah)anthracène,benzo(ghi)peryèneindéno (123-cd)pyrène							
TBT (□g/kg) <ul style="list-style-type: none">DBT (□g/kg)MBT (□g/kg)							
- Nutriments (mg/kg) <ul style="list-style-type: none">N Kjeld.P. tot.,							
- Microbiologie (Nb/g) <ul style="list-style-type: none">.....							

**Modalités d'échantillonnages de sédiments effectués
préalablement à une opération de dragage**

L'exemple présenté ci dessous correspond au dragage de 400 000 m³ in situ de sédiments dans un avant port. Sur la base de l'annexe technique (« Instructions techniques portant sur le prélèvement et l'analyse des déblais de dragage ») et pour un volume de 400 000 m³ à draguer dans une zone à échanges libres et des conditions homogènes de site, de période et de chantier, le nombre d'échantillons à prélever est compris entre 7 et 15 pour un nombre d'échantillons de matériaux homogènes à analyser compris entre 3 et 5. La figure 1 présente le plan d'échantillonnage validé par le service chargé de la police de l'eau du port considéré.

[illegible]

15